



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

AGRI • NUMÉRO 002 • 3^e SESSION • 40^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le lundi 15 mars 2010

—
Président

M. Larry Miller

Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Le lundi 15 mars 2010

• (1535)

[Traduction]

Le président (M. Larry Miller (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC)): La séance est ouverte.

Je tiens à remercier nos témoins d'être venus nous rencontrer aujourd'hui, même si nous leur avons donné un préavis relativement court. Nous sommes tous conscients des défis que doit relever l'industrie du porc, et je vous remercie tous d'être ici. Je vous demanderais de ne pas dépasser 10 minutes dans vos déclarations préliminaires afin de laisser suffisamment de temps pour les questions, mais je suis conscient aussi de l'importance de vos déclarations.

Nous allons commencer par écouter M. Jim Laws, du Conseil des viandes du Canada.

M. James M. Laws (directeur général, Conseil des viandes du Canada): Merci beaucoup.

Bonjour. Je tiens à vous remercier de m'avoir invité aujourd'hui à venir vous parler de la situation dans le secteur du porc. Je m'appelle Jim Laws et je suis directeur général du Conseil des viandes du Canada. Nos bureaux sont situés ici à Ottawa.

Malgré les nombreux défis auxquels l'industrie du porc a dû faire face en 2009, notamment l'épidémie mondiale de grippe porcine, les exportations canadiennes de porc ont été le double de celles du boeuf, soit 1 075 000 tonnes, et sont évaluées à plus de 2,6 milliards de dollars. Nous avons exporté dans 114 pays.

Nous avons été heureux d'apprendre le 25 février que les produits du porc seront de retour sur les tablettes des épiceries chinoises, le Canada ayant réussi à négocier la première entente de certification autorisant les importations de porc dans ce pays. Nous sommes également très heureux des efforts déployés par le gouvernement du Canada et les missions commerciales. La Chine, qui compte 1,3 milliard d'habitants, est un marché très important pour nous. C'est un marché énorme pour le porc canadien. Il est essentiel que nous y demeurions.

Au nom de Canada Pork International, je tiens à vous dire que nous sommes très heureux du financement de 17 millions de dollars accordé à la recherche pour les produits du porc canadiens.

Nous nous réjouissons également de la création du secrétariat à l'accès aux marchés agricoles, placé sous la direction de M. Fred Gorrell. Cela fonctionnera très bien.

Notre compétitivité demeure toujours un enjeu bien sûr. Le dollar canadien vient tout juste de dépasser les 98 ¢, soit son plus haut niveau depuis juillet 2008, une bonne nouvelle en soi pour les gens comme moi qui partent pour la Floride demain pour le congé de mars, mais une mauvaise nouvelle pour l'industrie canadienne du porc et les exportateurs de viande dont la compétitivité était basée par le passé sur la faiblesse du dollar.

Le Budget de 2010 aide en fait notre industrie en éliminant toute une gamme de droits de douane sur la machinerie et l'équipement. Nous en sommes très reconnaissants. Les prêts conditionnels remboursables sans intérêt offerts dans le cadre du programme du gouvernement du Canada pour l'abattage visent également à accroître la compétitivité de l'industrie de la viande rouge. Nous sommes très heureux des 10 millions de dollars supplémentaires qui ont été alloués dans le budget à cette fin.

Les abattoirs ont de plus en plus de difficulté à se procurer du porc, notamment en Ontario, où la capacité d'abattage dépasse largement l'offre. En Nouvelle-Écosse, la compagnie Larsen Packers a annoncé récemment qu'elle cesserait ses activités de transformation du porc frais à son usine de Berwick, ce qui provoquera la perte d'environ 40 emplois. Cette décision a été prise à la suite de la réduction de la production de porc dans les Maritimes. Apparemment, la production a baissé à un point tel qu'il n'était plus possible de faire fonctionner l'usine de manière rentable.

Il serait inconvenant de ma part de venir ici et d'émettre des hypothèses sur les possibilités que d'autres usines de transformation du porc ferment leurs portes au Canada. Ce serait de mauvaises nouvelles pour l'emploi au pays et pour les agriculteurs qui comptent sur les transformateurs pour acheter leurs animaux.

Ce que je peux vous dire par contre c'est que l'industrie de l'abattage du porc au Canada ne transforme actuellement que des porcs canadiens vivants. Le Conseil des viandes du Canada a demandé une réévaluation à jour des risques zoonosaires liés à l'importation de porcs vivants américains pour abattage au Canada. Selon la version préliminaire de la réévaluation que nous avons reçue, aucun changement n'a été apporté aux protocoles en place. Ces changements auraient permis de s'assurer que les exigences liées à l'importation de porc pour abattage immédiat au Canada étaient comparables à celles imposées aux exportations de porc similaires aux États-Unis.

Toutefois, un des coûts importants liés au protocole actuel est la visite sur la ferme du vétérinaire. S'ajoutent en plus les coûts liés à la ségrégation et bien sûr au transport des animaux. Nos usines doivent fonctionner à pleine capacité pour demeurer concurrentielles avec celles des États-Unis.

En ce qui a trait aux ressources humaines, nous avons déjà abordé cette question avec vous par le passé. Le programme des travailleurs étrangers temporaires aide certainement beaucoup l'industrie canadienne de la viande rouge à trouver la main-d'oeuvre supplémentaire dont elle a besoin. Nous sommes très heureux par exemple que le Québec ait enfin consenti à l'utilisation de ce programme des travailleurs étrangers temporaires.

Je peux vous dire qu'une entreprise en particulier, Lucyporc, située à Yamachiche près de Trois-Rivières, a commencé dernièrement à vendre du porc de haute qualité au sein de l'Union européenne. Elle a embauché plusieurs francophones originaires de l'île Maurice, située au nord de Madagascar, sur la côte est de l'Afrique. Les employés de cette usine sont maintenant tous très occupés. D'autres entreprises au Québec, comme Olymel, profitent également de ce programme.

Le système d'enregistrement de l'étiquette avant la mise en marché au Canada est un autre problème lié à la compétitivité. Nous avons soulevé la question par le passé. En raison des nouvelles règles relatives à la déclaration d'autres allergènes qui s'en viennent et des efforts déployés par les entreprises canadiennes pour réduire la quantité de sodium dans leurs produits de viande transformée, nous avons besoin de plus de souplesse pour modifier et mettre à jour nos étiquettes afin de ne pas avoir à payer les frais d'enregistrement chaque fois que nous voulons effectuer un changement.

Nous ne devrions pas non plus devoir attendre pour les approbations. Un grand nombre d'entreprises me disent que la procédure entraîne des retards et que cela nuit au lancement de nouveaux produits.

Nous avons également demandé récemment au gouvernement du Canada — et il a accepté — d'entreprendre l'examen, l'abrogation de ce qu'on appelle le « règlement 92 sur l'inspection des viandes », qui exige que tout matériel utilisé pour l'emballage et l'étiquetage qui entre en contact avec la viande soit enregistré. Je vais vous donner un exemple.

Je vais faire circuler tout d'abord cet exemple de produit canadien en conserve. Comme vous le savez, c'est la bonne vieille boîte de conserve que vous placez sur le côté et dévissez pour ouvrir. Une entreprise canadienne a tenté pendant plus de six mois de faire approuver cette nouvelle boîte de conserve, plus moderne, fabriquée au Danemark, qui coûte 30 p. 100 moins cher que celles qu'on trouve au Canada. Cela leur a pris six mois pour la faire approuver, mais en me rendant dans un magasin ici à Ottawa, j'ai vu un produit américain, puis un autre. On se rend bien compte que la boîte est plus nouvelle, plus légère.

Comme ces produits étaient sur les tablettes ici au Canada, il est tout à fait illogique pour nous que la viande soit le seul produit alimentaire au Canada dont il faille faire préapprouver les matériaux d'emballage, ce qui peut prendre de six mois à deux ans. Le gouvernement du Canada est d'accord avec nous. Il va entreprendre l'examen; il va commencer à recueillir de l'information. Les matériaux d'emballage des produits importés n'ont pas à être approuvés, et c'est pour cette raison que nous demandons que ce règlement soit examiné. Cela n'a aucun sens. Nous sommes heureux que le gouvernement procède à cet examen.

Nous avons également parlé par le passé des prix applicables à l'inspection des viandes. Un rapport a été préparé sur cette question. Nous sommes impatients de collaborer avec le gouvernement dans ce dossier. Les Américains n'ont aucuns frais de temps d'inspection normal à payer, alors que nous en avons. Nous avons demandé une structure tarifaire similaire à celle des Américains.

Enfin, il y a aussi l'étiquetage obligatoire du produit d'origine aux États-Unis. Nous appuyons entièrement la contestation du gouvernement du Canada, adressée au gouvernement américain, au sujet de la mention obligatoire du pays d'origine sur les étiquettes, ainsi que son avis d'opposition subséquent devant l'OMC. La règle finale a assuré une certaine souplesse qui a de beaucoup amélioré le sort de l'industrie canadienne des viandes par rapport à la règle finale provisoire. Dans l'industrie des viandes, nous sommes moins touchés

que le secteur du bétail, car nous pouvons toujours vendre aux restaurants, aux services d'alimentation et à d'autres transformateurs. Ils ne sont pas assujettis à l'obligation d'indiquer le produit d'origine.

Toutefois, les secteurs de la vente au détail sont sérieusement touchés par la règle qui les empêche d'élargir leurs marchés. Et je répète encore une fois que nous sommes pleinement conscients des répercussions incroyables qu'a eues l'étiquetage obligatoire du produit d'origine pour les producteurs.

Nous serons heureux de répondre à vos questions.

● (1540)

Le président: Merci beaucoup, Jim.

J'ai une question à laquelle vous pourriez peut-être répondre plus tard. Je me souviens que la dernière fois, vous avez parlé également du problème de l'étiquetage. Je ne me souviens pas combien de mois se sont écoulés depuis, mais je suis surpris de constater que rien n'a été fait dans ce dossier.

Nous allons maintenant passer à M. Bob Reid. Bob est producteur et également président des Grey-Bruce Pork Producers.

Merci d'être ici, Bob.

M. Bob Reid (producteur, à titre personnel): J'aimerais tout d'abord remercier Larry de son invitation à prendre la parole devant vous aujourd'hui.

J'habite dans l'Ouest de l'Ontario, en fait dans la circonscription même de Larry.

Nous élevons environ 10 000 porcs par année dans nos installations.

Vous êtes sans doute tous au courant des problèmes auxquels nous, les producteurs, devons faire face quotidiennement. Il y a plusieurs problèmes dont j'aimerais vous parler aujourd'hui, mais j'aimerais en fait que vous compreniez les problèmes que nous devons affronter quotidiennement.

Je vais tout d'abord commencer par vous parler un peu de la gestion des risques. En Ontario, l'élaboration d'un programme qui permettrait aux producteurs d'obtenir ce qui ressemblerait à un régime d'assurance basé sur les coûts de production, auquel nous serions prêts à cotiser, a suscité beaucoup d'intérêt. Une chose que nous voulons souligner aux députés fédéraux, c'est que nous aimerions que le gouvernement fédéral accepte du moins l'idée de contribuer comme d'habitude 60 p. 100 du coût de ce programme pour la transformation du porc au pays.

En Ontario, un autre problème important pour nous est celui de la disparité régionale des programmes qui ont été mis en place dans les provinces. Bien que nous comprenions et appuyions bien sûr l'idée que d'autres régions du pays ont choisi de soutenir davantage leur production agricole primaire, je peux dire ouvertement que l'ASRA du Québec, par exemple, fait l'envie de notre province. Il faudrait vérifier par exemple si les fonds fédéraux doivent être distribués aux provinces de manière plus souple afin de leur permettre de répondre à des priorités particulières. Nous ne voulons pas monter les provinces les unes contre les autres ou faire quoi que ce soit de ce genre, mais nous aimerions que les règles du jeu soient plus équitables à l'échelle du pays.

Le comité examine bien sûr les programmes qui ont été mis en place dernièrement, au cours de la dernière année, par le gouvernement fédéral. J'aimerais vous remercier pour les idées qui ont été amenées. Nous sommes conscients qu'une tentative a été faite, à tout le moins, pour soutenir la production agricole primaire.

En ce qui a trait au programme de transition, qui est en fait un programme de sortie pour les producteurs qui ne pensent plus être en mesure de survivre dans l'industrie, je peux vous dire que, du point de vue des producteurs, ce programme est acceptable, mais n'est certainement pas populaire. Les producteurs n'ont pas aimé entre autres l'idée de la vente aux enchères inversée. On avait l'impression que de nombreux producteurs avaient été montés les uns contre les autres, et c'est ce qui l'a rendue très impopulaire.

Nous nous demandons si des fonds supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les cibles de réduction prévues à l'origine dans le plan stratégique du Conseil canadien du porc.

J'ai un autre bref commentaire à faire sur le sujet. Certains producteurs contractuels, qui ont adopté un modèle de production relativement nouveau dans notre industrie à l'échelle du Canada, sont forcés de quitter l'industrie en raison de la réduction de la taille des troupeaux. Je comprends et j'accepte l'idée que les animaux doivent être attachés, et c'est le but premier de la réduction.

● (1545)

Par ailleurs, si quelqu'un perd son contrat parce qu'un important producteur a décidé de réduire la taille de son troupeau, par exemple, et annule des contrats, comme il ne peut obtenir un autre contrat avec un autre producteur parce que la taille des troupeaux provinciaux et nationaux est en train de rapetisser, il est laissé à lui-même. Il n'a aucune option.

Si vous connaissiez les investissements que ces gens ont faits, qui dépassent souvent le million de dollars, pour avoir des installations porcines modernes, de pointe... Être forcés d'endurer cela lorsque quelqu'un d'autre qui est propriétaire de ses porcs a un petit troupeau, et a investi sensiblement le même montant, peut profiter du programme de sortie, je me demande si cela est juste. Je ne dis pas que ce programme devrait être accessible à tous les producteurs contractuels, mais je pense que dans certaines situations, ces fonds de transition pourraient être accessibles.

En ce qui a trait au programme de prêts, je n'irai pas par quatre chemins. Honnêtement, ce programme est très impopulaire et les producteurs n'y adhèrent que lentement. Les banquiers ne l'aiment pas. Les producteurs ne l'aiment pas. Je n'aime pas être négatif, mais on peut dire que c'est en quelque sorte un échec. J'espère que nous pourrions trouver ensemble des idées qui permettraient de mieux renflouer notre industrie qui en a grandement besoin.

En terminant, j'aimerais dire que nous devons tous prendre conscience que la production primaire au sein de notre industrie est en train de subir des changements fondamentaux. Je vous mets tous au défi, en tant que députés, en tant que gens qui connaissaient l'agriculture, de nous dire quelle est votre vision de la production alimentaire au Canada. Le vent souffle partout au pays en faveur de l'adoption d'une stratégie alimentaire nationale.

La question qui se pose est à mon avis la suivante: quelle serait la situation idéale pour vous dans 5, 10 ou 25 ans? À l'heure actuelle, nous allons d'une crise à l'autre. Il serait bon de savoir où nous allons. Je sais bien que ce que je vais dire ne sera pas très populaire, mais le gouvernement, qu'il soit provincial ou fédéral, n'a pas à faire quoi que ce soit. La production alimentaire ne disparaîtra pas au pays, elle évoluera. Je me demande en fait si nous devons orienter cette évolution, ou si vous prônez un laisser-aller?

C'est là mon opinion, mais très honnêtement, les changements fondamentaux auxquels nous assisterons au niveau de la production primaire nécessiteront que le pouvoir se trouve entre un nombre beaucoup moins grand de mains. Toutes les industries qui gravitent autour de nous — les producteurs, les fournisseurs, jusqu'aux marchands d'équipement agricole — se sont regroupées. J'en comprends la raison. C'est pour avoir plus d'emprise sur le marché.

Le fait est que le processus, du côté de la production primaire, est déjà bien enclenché. Le regroupement aura lieu. Si vous souhaitez une industrie à l'américaine, dites-le-nous et nous allons laisser la chose se produire. Si ce n'est pas ce que vous souhaitez, nous avons désespérément besoin d'aide rapidement.

Ma question est la suivante: est-il possible de mettre en place des politiques à long terme qui seront porteuses de profitabilité pour tous les maillons de la chaîne, du début à la fin? Nous n'avons rien contre l'idée de voir les entreprises de transformation de la viande faire des profits. Nous n'avons rien contre l'idée de voir les transformateurs faire des profits. Tout ce que nous demandons, c'est de pouvoir vivre décemment nous aussi. Nous n'avons pas besoin d'être riches, mais à l'heure actuelle nous ne pouvons même pas nourrir nos familles.

Sur ce, je termine, et je serai heureux de répondre à vos questions.

● (1550)

Le président: Merci, Bob.

Nous allons maintenant passer à Curtiss Littlejohn, qui est également producteur.

Curtiss, ne dépassez pas 10 minutes s'il vous plaît.

M. Curtiss Littlejohn (producteur, à titre personnel): Merci, monsieur le président.

Merci de m'inviter de nouveau à prendre la parole. Je suis déjà venu ici auparavant.

Pour ceux d'entre vous qui ne me connaissent pas, je m'appelle Curtiss Littlejohn. Je suis un producteur du sud-ouest de l'Ontario. Ma famille et moi exploitons une ferme juste au nord de Paris, Ontario.

Lorsque je parle de ma famille, je parle de mon épouse, Tonny, et de mes enfants, David, Jackie, Christine et Patricia.

Ce sont des enfants dont le père vient de la ville. J'ai grandi sur la rue Main à Cambridge. L'agriculture était la dernière chose que j'avais en tête. Lorsque je me suis marié et que ma vie a évolué, j'ai constaté que l'agriculture était une occasion d'affaires pour moi comme n'importe quelle autre occasion d'affaires, et que si j'appliquais des pratiques d'affaires à cette activité, je pourrais réussir et prospérer.

Et effectivement, j'ai prospéré. Nous avons été très chanceux. Cette industrie a bien pris soin de nous. Nous sommes maintenant rendus à la deuxième génération. J'ai deux enfants qui fréquentent l'université, tous les deux dans le domaine de l'agriculture, tous les deux rêvant de faire partie de la prochaine génération à nourrir ce grand pays qui est le nôtre.

Malheureusement, des circonstances qui échappent à leur contrôle et au mien et, en fait, à celui du gouvernement du Canada, ont fait de ce rêve une impossibilité quasi certaine. L'industrie en Ontario et partout au pays a été ébranlée par des événements comme le circovirus. Il y a quatre ans, nous avons eu cette maladie et, à ce moment-là, il n'existait pas de vaccin contre cette dernière. Les producteurs sortaient de leurs bâtiments jusqu'à 50 p. 100 de leurs animaux morts ou moribonds.

Ensuite, il y a eu l'éclosion de SDRP. Nous avons eu cet effondrement normal du cycle du porc. Il y a eu l'appréciation rapide du dollar canadien. Le prix des grains a atteint des sommets inégalés. Le prix du pétrole a atteint des sommets inégalés. Je ne dis pas que ces événements ont eu un effet plus grand ou plus sévère pour notre industrie que pour n'importe quelle autre industrie, mais je vous demande ceci: quelle autre industrie au Canada, qui nourrit le pays, qui nourrit les gens qui produisent le PIB dont nous dépendons tous et que nous nous efforçons de faire grossir, a été assommée aussi fort que l'industrie du porc? Je pense que si vous faisiez une analyse statistique, vous constateriez qu'au cours des quatre dernières années, le tort subi par l'industrie du porc dépasse largement les effets de la maladie de la vache folle sur l'industrie bovine et les effets sur notre économie nationale.

Laissez-moi vous en donner un exemple. En Ontario, en fait, partout au pays, les pertes touchant le porc au cours des quatre dernières années se sont élevées en moyenne à plus de 30 \$ par porc. Cela semble un chiffre assez simple, mais si vous regardez l'exploitation porcine moyenne en Ontario, qui compte 350 truies de naissance-engraissement, ou de la naissance au marché, chaque ferme a enregistré un manque à gagner supérieur à un million de dollars. Et cela, c'est si elles sont encore en affaires, si elles ont pu trouver une banque qui acceptait de leur prêter de l'argent.

Comme si ce n'était pas assez, nous avons vu que la valeur des propriétés s'est maintenant effondrée. Nous sommes actuellement en train de négocier des ententes avec certains de nos créanciers. Nous avons fait faire une évaluation tout récemment. Une grange sur laquelle j'ai dépensé un million et demi de dollars il y a deux ans et demi ne contribue plus que moins de 200 000 \$ à la valeur de ma propriété. C'est la réalité du marché. Et je suis un producteur efficace. En 2008, j'ai produit près de 1,7 million de kilogrammes de porc. Nous nous comparons avec des troupeaux partout dans le monde, parce que nous faisons concurrence et nous participons avec un fournisseur génétique qui insiste pour que nous le fassions. Nous figurions parmi la tranche supérieure de 10 p. 100 de ses troupeaux dans le monde — la tranche supérieure de 10 p. 100 — et nous avons perdu 400 000 \$ cette année-là. Je suis un producteur efficace. Je crois dans l'agriculture durable. Nous sommes très productifs. Pourtant, je ne peux faire assez d'argent pour nourrir ma famille.

Le gouvernement du Canada a fait certaines choses merveilleuses. Nous avons certains excellents programmes ici. Nous avons Agri-investissement, nous avons Agri-stabilité et nous avons Agri-relance, qui, à mon avis, auraient dû avoir été utilisés pour nous aider avec le problème du circovirus. Mais ces programmes n'ont pas été conçus pour faire face à ce qui nous est arrivé, et on n'avait pas envisagé cela lorsqu'on les a conçus. Si vous demandiez à Stephen King d'écrire une histoire d'horreur, il ne pourrait pas imaginer quelque chose comme cela. Malheureusement, j'ai des amis en Ontario qui ont décidé de s'enlever la vie à cause de cette histoire. C'est une situation très triste.

Je vais maintenant parler des programmes que le gouvernement et le Conseil canadien du porc ont discuté et mis en place. En majeure partie, ils ont été bien pensés. Ils ont été mis en place avec de bonnes

intentions. Comme ma grand-mère me disait toujours en riant, lorsque j'allais faire la fête avec les garçons le vendredi soir et que je lui disais que nous avions de bonnes intentions et que nous ne ferions pas de folies: « L'enfer est pavé de bonnes intentions ».

Le programme de transition pour les exploitations porcines a été une chose à la fois détestée et voulue dans ce pays. À quel moment avons-nous jamais payé des gens pour qu'ils cessent de produire des aliments alors que le monde est affamé? Je suis d'accord pour dire qu'il fallait le faire. J'ai appuyé le programme. En fait, j'ai siégé au comité de gestion et j'ai aidé à gérer les fonds.

• (1555)

Mais lorsque vous regardez ce que cela fait et ce que cela dit au reste du monde, c'est que notre pays n'est pas prêt à appuyer l'agriculture durable. Cela dit que ce pays n'est pas prêt à envoyer de l'aide dans le monde lorsqu'on a besoin d'aide, parce que nous laissons notre cheptel porc national arriver au point où nous ne pouvons même plus supporter nos propres transformateurs. Quel est le message ici?

Cinquante pour cent des animaux faisant partie du programme de transition viendront de la province de l'Ontario, la province la plus peuplée. J'allais dire la province qui a le PIB le plus élevé, mais je suppose que ce n'est plus vrai. Nous sommes maintenant une province moins bien nantie plutôt qu'une province nantie, mais nous avons la population la plus grande et nous avons la plus grande partie de la transformation ultérieure. Le travail fait par la Commission ontarienne de commercialisation du porc montre qu'en Ontario, nous avons probablement un avantage économique en ce qui a trait à la façon dont nous alimentons nos porcs. La plupart de nos fermes sont de petites exploitations familiales. Le programme de transition est en train de les décimer. Des fermes qui produisent du porc depuis des générations disparaissent.

Nous avons le Programme de réserve pour pertes sur prêt dans l'industrie du porc. Je vais féliciter le gouvernement et je vais féliciter le présent comité qui, j'en suis sûr, a formulé quelques bonnes observations au sujet de ce programme.

La meilleure chose au sujet de ce programme, c'est qu'il n'y avait pas de plafond. Pour une fois, le gouvernement du Canada et Agriculture Canada ont reconnu qu'il y avait de grandes exploitations dans ce pays, et elles n'ont pas été pénalisées.

M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Veuillez répéter cela.

Des voix: Oh, oh!

M. Curtiss Littlejohn: Il n'est pas censé y avoir de partisanerie, monsieur Hoback. J'espère que cela continuera ainsi.

M. Randy Hoback: Je le pense vraiment. C'est pourquoi je dis: « Répétez cela ».

M. Curtiss Littlejohn: Tout le monde était ici.

Le PCC a appuyé de ce programme. J'ai été cité à la Chambre sept fois par le ministre pour dire que j'appuyais ce programme. J'ai effectivement appuyé le programme du fait que 75 p. 100 des producteurs de porcs du pays pouvaient y avoir accès. Jusqu'à présent, nous avons 3 p. 100. Trois pour cent.

À titre de producteur qui a participé à ce programme, je dirais à mon député, et je vous dirais à vous en tant que députés, que nous devrions avoir honte d'avoir permis qu'un programme soit aussi inefficace, qu'il soit si peu utile pour aider les producteurs. Si les choses continuent ainsi, ils seront 220 producteurs à profiter de ce programme d'ici la fin du mois, lorsqu'il prendra fin, et tous les fonds n'auront pas été utilisés. Il y aura un surplus qui variera entre 150 et 200 millions de dollars, selon le montant auquel s'élèveront les derniers prêts.

Je vous mets au défi d'interpeller le ministre, d'interpeller le gouvernement, pour faire en sorte que ces fonds restent là où il était prévu qu'ils soient, c'est-à-dire dans le secteur de la production porcine primaire. Ne laissez pas cet argent être repris ou réaffecté ailleurs dans le budget à titre d'argent récupéré. Cet argent a été mis de côté pour l'industrie du porc. Utilisons-le pour l'industrie du porc. Il faut que cet argent soit de nouveau consacré à cette fin.

Quelqu'un d'ici, à Ottawa, m'a dit il y a de nombreux mois que si tout l'argent consacré au programme était utilisé, le programme serait un succès. Si nous avons 3 p. 100 des producteurs qui ont accès à de l'argent, je suggérerais alors que le registre des armes à feu a été un succès retentissant parce qu'il a dépensé un milliard de dollars. Nous avons le programme de paiements anticipés et les fonds de secours. Merci pour cet argent. Il m'a permis de rester en affaires. Il a permis à ma ferme de rester à flot, mais nous avons certains problèmes avec cela, et je pense que nous devons en parler, et je suis sûr que mes amis ici, du Conseil canadien du porc, le feront.

J'ai une dernière question qui me touche de plus près, et au nom d'un certain nombre de producteurs qui m'ont contacté en tant que représentant de l'Ontario au sein du Conseil canadien du porc, je vais en parler. Dans les années 1980, Financement agricole Canada a fait preuve de beaucoup d'innovation dans sa façon de faire face à la crise que cette industrie a traversée. Il a eu recours à des choses comme le sursis de dette et aux hypothèques « trailer » parce que tout le monde s'est finalement retroussé les manches et a reconnu que la valeur des propriétés et la valeur nette avaient fondu. Il n'y a rien que l'on puisse faire pour changer cela. Nous avons un dollar à parité. Nous avons une industrie qui a changé.

Quant à la grange qui vaut aujourd'hui 25 ¢ pour chaque dollar investi, ou moins de 25 ¢, je ne récupérerai jamais cet argent et la banque non plus. Et Financement agricole Canada non plus, mais il va refiler cette dette à quelqu'un d'autre qui pourra livrer concurrence avec l'investissement que j'ai fait à 20 ¢ pour chaque dollar. Je comprends que Shylock doit avoir sa part du gâteau de temps à autre, mais je vous dirais qu'il y a d'autres façons de faire face à cette situation.

Le problème le plus important que j'ai — et c'est un problème qui concerne directement Financement agricole Canada —, c'est que cet organisme n'est pas disposé à révéler des informations publiques. Lorsque Financement agricole Canada négocie avec les agriculteurs, il procède à une évaluation interne. Il a recours à des ventes comparables, ce qui est de l'information du domaine public. Au moins une demi-douzaine d'agriculteurs m'ont contacté pour me dire que Financement agricole refusait même de leur dévoiler le lot et la concession de ces ventes. Ainsi, on dit à ces agriculteurs d'aller refinancer leur exploitation et de revenir rembourser leur dette, mais en même temps, Financement agricole utilise des ventes et des transactions comparables que l'évaluateur dont j'ai retenu les services ne peut trouver.

Il s'agit d'informations publiques. Je ne veux pas savoir qui sont ces producteurs. Je ne demande pas à Financement agricole de

rendre publics ses documents internes. Je dis que les ventes sont une question qui relève du domaine public et que Financement agricole Canada devrait communiquer les lots, les concessions et les adresses rurales de ces fermes de manière que les agriculteurs n'aient pas à dépenser des milliers de dollars pour des évaluations, plutôt que des centaines de dollars.

Merci.

• (1600)

Le président: Merci, Curtiss.

C'est maintenant au tour de Conseil canadien du porc.

Jurgen.

M. Jurgen Preugschas (président, Conseil canadien du porc): Merci beaucoup, monsieur le président, et merci encore une fois de l'occasion qui m'est donnée de comparaître devant vous.

Je suis accompagné du vice-président du Conseil canadien du porc, M. Jean-Guy Vincent, du Québec, et de M. Stephen Moffett, du Nouveau-Brunswick. Stephen préside notre comité du filet de sécurité et il a déjà comparu devant vous.

Je vais tenter d'y aller rapidement. Beaucoup de sujets que je voulais aborder ont déjà été traités par Bob et par Curtiss. Mais chose certaine, le fait que notre industrie a un rendement négatif depuis 2006 est une des raisons pour lesquelles nous continuons de revenir devant le comité.

Nous voyons un mince signe d'amélioration à l'heure actuelle. Cet été, les producteurs auront la possibilité de faire leurs frais ou même de faire un très léger profit. Alors, il y a un peu de lumière au bout du tunnel et cette situation est due en partie aux faibles inventaires d'animaux qui arrivent sur le marché, tant au Canada qu'aux États-Unis. Nous sommes un peu hésitants à l'heure actuelle à faire preuve de trop d'optimisme pour l'avenir étant donné que l'on prévoit que les prix devraient chuter de nouveau l'hiver prochain.

Comme vous l'avez entendu, notre industrie au Canada est une industrie très efficace. En termes d'efficacité, nous pouvons concurrencer avec n'importe qui dans le monde. Nous avons certaines des normes d'hygiène les plus élevées dans le monde. Nous avons un cheptel reproducteur que nous exportons dans d'autres parties du monde. Ces pays viennent nous voir. Et l'une des raisons pourquoi ils le font, c'est la génétique de très haut niveau que nous avons, mais également la norme d'hygiène très élevée adoptée par notre pays. En fait, il y a de plus en plus d'entreprises internationales qui veulent s'établir au Canada pour pouvoir exporter leur génétique dans le monde.

Il est important de conserver notre industrie et d'en faire une industrie forte, en plus de ce qui a été dit auparavant. Notre industrie représente quelque 75 000 emplois au pays et nous aimerions certainement garder la plupart de ces emplois ici. Certains disparaissent, comme nous l'avons déjà entendu, avec la fermeture des usines et il y a un risque qu'il y ait d'autres fermetures d'usines à cause de la réduction de la production que nous observons.

Nous nous sommes certainement ajustés à cette situation au Canada en raison des pertes que nous avons subies. Nos chiffres de production ont maintenant chuté de plus de 20 p. 100 au cours des cinq dernières années. En fait, les exploitations porcines sont passées de 12 320 en janvier 2006 à 7 360 en janvier dernier. Cela signifie que nous avons perdu quelque 5 000 producteurs au cours de cette période de quatre ans — un effet assez dévastateur pour notre industrie. Et je pense que nous entrevoyons le risque qu'il y ait beaucoup d'autres départs. Cela ne comprend pas les fermes assujetties au programme de transition pour les exploitations porcines, ou la plupart d'entre elles, et cela comprend également le risque de nombreuses forclusions qui surviennent en ce moment même et les gens qui sont incapables de poursuivre leurs activités à cause de problèmes de liquidités.

Il ne fait aucun doute que les programmes mis en place par le gouvernement ont aidé. Nous sommes heureux du programme Agri-stabilité. Le programme de paiements anticipés a très certainement été utile, ce que vous avez également entendu, même si Les problèmes avec le programme de réforme des porcs reproducteurs et le programme de transition pour les exploitations porcines — payer les gens pour qu'ils quittent l'industrie — sont toujours un défi, et nous nous débattons avec cette question à l'interne également, en principe. Mais ils ont effectivement aidé certains de nos producteurs à faire la transition vers un autre secteur. Ensuite, il y a le programme de réserve pour pertes sur prêt dans l'industrie du porc et je parlerai un peu de cette question plus tard.

• (1605)

Prenons le Programme de transition des exploitations porcines qui a permis de verser environ 75 millions de dollars à près de 430 producteurs. En échange, ces derniers doivent arrêter leur exploitation pendant trois ans. Notre dernier appel d'offres a eu lieu la semaine dernière.

Cela représente le retrait d'environ 137 000 truies sur un stock d'environ 1,3 million. Autrement dit, un peu plus de 10 p. 100 de nos truies ont été retirées de la production dans le cadre de ce programme. C'est sans compter les quelque 130 000 truies dans le cadre du Programme de réforme des porcs reproducteurs. Alors, le gouvernement a aidé l'industrie à retirer environ 20 p. 100 du troupeau de truies au Canada.

Les résultats du PRPPIP ont été nettement moins positifs, et Curtiss vous l'a déjà très bien expliqué. Jusqu'à présent, seules 207 demandes ont été approuvées dans le cadre de ce programme. Nous savons que le gouvernement y a consacré beaucoup de temps et d'énergie, et nous lui en sommes reconnaissants. Le programme nous semblait avoir été bien conçu. Malheureusement, les résultats montrent le contraire. Les établissements de crédit se sont montrés un peu réticents, le moins qu'on puisse dire, à prêter les fonds disponibles.

Nous avons évalué que nous aurions probablement besoin d'environ un milliard de dollars, et le programme a été initialement conçu en fonction de cette prévision. Pourtant, il semble que seul un montant de 300 ou 400 millions de dollars sera prêté dans le cadre du programme. C'est juste une fraction du montant auquel nous nous attendions. Voilà pourquoi nous sommes déçus des résultats du PRPPIP.

Quels sont certains des défis futurs que notre industrie devra relever? J'ai parlé d'Agri-stabilité. Ce programme a fait beaucoup de bien aux éleveurs de porcs du pays, mais un danger les guette maintenant: à cause du critère de viabilité et des marges négatives de trois ans — signe que votre ferme n'est pas viable —, nos

producteurs de porcs n'obtiendront rien de plus cette année du programme Agri-stabilité. Pourtant, ce n'est pas de leur faute. Voilà un problème qu'il faut régler. Je sais que je vous en ai déjà parlé, mais l'argent que le gouvernement épargnera à défaut de le dépenser mettra en péril la survie de nos producteurs puisque leurs marges négatives ne les rendent pas viables.

Par ailleurs, le fonds Agri-investissement n'a nullement aidé les éleveurs de porcs à cause d'un problème de délai. En fait, les éleveurs de porcs ont vu les fonds être distribués à d'autres parce que nous ne remplissions pas les critères d'admissibilité relativement aux marges. L'industrie porcine en a beaucoup souffert, et le facteur temps y était pour quelque chose. Certes, la difficulté à accéder au crédit est toujours... et c'est d'ailleurs ce que montre l'échec du PRPPIP. Même si les prêts sont garantis par le gouvernement, nous n'arrivons toujours pas à accéder au crédit. C'est donc vraiment très difficile.

Au cours de la dernière année, les sociétés de provendes ont fait preuve de beaucoup de patience à l'égard de nos producteurs, mais devant l'échec du PRPPIP, elles commencent maintenant à leur dire: « Hé, les gars, c'est le temps de nous payer. » Eh bien, nous sommes à sec. Les producteurs n'ont pas d'argent. Alors que disent les fournisseurs? Ils disent: « D'accord, vous devez désormais payer comptant. Essayez d'étaler votre crédit ou faites quelque chose avec la dette que vous avez maintenant, et nous vous imposerons des taux d'intérêt élevés, mais sachez que vous devrez dorénavant payer votre fourrage en argent comptant seulement. » Privés de crédit, les producteurs éprouvent de plus en plus de difficulté, si bien qu'un grand nombre d'entre eux finissent par déclarer faillite.

• (1610)

Alors qu'est-ce qui nous attend? Relativement au PRPPIP — je crois que c'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons comparu —, si cet argent n'est pas utilisé au complet, ce qui semble bien être le cas, il nous restera environ 150 millions de dollars... Comme Curtiss l'a dit, cet argent avait été réservé pour l'industrie porcine. Nous vous demandons d'examiner attentivement comment les fonds qui restent pourront être reportés au profit de l'industrie porcine.

Nous vous proposons d'utiliser cet argent pour mettre en oeuvre notre plan de transition stratégique auquel nous travaillons depuis l'année dernière — et dont nous vous avons déjà distribué un exemplaire. Si cet argent servait à cette fin, l'ensemble des producteurs de porcs du pays en profiteraient dans l'espoir d'un avenir meilleur.

Je m'arrête là-dessus.

Le président: Merci beaucoup, messieurs, d'avoir respecté le temps alloué.

Nous passons maintenant à la période des questions, avec des interventions de sept minutes.

Monsieur Valeriotte.

M. Francis Valeriotte (Guelph, Lib.): Messieurs, merci d'avoir pris le temps de comparaître aujourd'hui. Nous savons que votre temps est précieux.

Je tiens d'abord à valider les préoccupations et émotions que vous avez exprimées aujourd'hui — et même votre colère, s'il y a lieu. En tout cas, c'est ce qui ressort un peu à mes yeux, non seulement aujourd'hui, mais aussi aux réunions précédentes.

Nous entretenons des idées quelque peu contradictoires. Nous entendons des compliments au sujet de certains programmes — et j'essaie d'être impartial, mais le fait que je vous pose la question de ce côté-ci insinue un certain degré de partisanerie, je suppose. Là où j'éprouve des sentiments partagés, c'est quand j'entends dire, d'une part, que ces programmes fonctionnent à merveille et, d'autre part, qu'ils ne donnent pas nécessairement de bons résultats; soit qu'il n'y a pas assez de fonds, soit que les protocoles doivent être changés.

Pour entrer dans le vif du sujet, j'estime que le programme de transition est une mesure plutôt draconienne. Soumettre le prix le plus bas est, à mon avis, tout à fait ridicule. En même temps, vous êtes nombreux à applaudir l'efficacité du programme. Quel changement y apporteriez-vous? Pouvez-vous me le dire?

Je crains qu'une transition de la sorte ne mène à rien. Après tout, ce ne sont pas tous les éleveurs qui ont des fermes près d'un lotissement qui doit être développé. En réduisant la valeur des exploitations agricoles, comment peut-on améliorer la situation?

Monsieur Littlejohn, vous avez parlé vigoureusement de ce point. Puis-je adresser la question d'abord à vous, puis à Jurgen?

M. Curtiss Littlejohn: Le programme est conçu de telle sorte que les gens doivent prendre des décisions d'affaires. Ce qui me dérange à propos du programme, c'est qu'au lieu d'aider des producteurs viables à rester en affaires, on les aide à s'en retirer. Il y a des exemples de familles qui gèrent des exploitations agricoles depuis trois générations, mais qui choisissent de passer à autre chose. Je doute que ce soit la bonne stratégie. Les gens vont se retirer du secteur pour passer à autre chose, mais il faut essayer de trouver un juste milieu. C'est une question très difficile qui soulève beaucoup d'émotion chez les producteurs.

•(1615)

M. Francis Valeriote: Bob, vous avez soulevé la question de savoir s'il faut laisser les choses se dérouler librement dans un système capitaliste ou plutôt créer des règlements efficaces pour prêter main-forte aux producteurs. D'après ce que j'ai constaté jusque présent, l'aide n'est pas suffisante. Comme je cherche à savoir comment nous pouvons mieux vous aider, j'aimerais que vous me disiez ce dont vous avez besoin.

M. Bob Reid: C'est une question difficile à répondre parce que dans notre industrie, il y a évidemment des idées très variées. Pour ma part, j'aimerais que la rentabilité se fasse de haut en bas. Quant à savoir comment y arriver, on pourrait donner plusieurs réponses ou pistes différentes.

À l'heure actuelle, nous souffrons un peu d'un déséquilibre entre les rapports de force sur le marché. Les intervenants situés plus en amont de la chaîne d'approvisionnement semblent nous imposer le prix qu'ils sont disposés à payer, sans aucune négociation; on semble dicter des conditions qui se répercutent au bas de la chaîne.

Personnellement, j'appuie l'idée d'une table ronde pour l'industrie qui rassemble non seulement les producteurs, mais aussi les transformateurs et les détaillants. Si nous pouvons leur expliquer la façon exacte dont leurs décisions se répercutent sur nous... Est-ce à cause d'un manque de communication? Se rendent-ils compte des conséquences possibles et comprennent-ils où cela pourrait mener?

M. Francis Valeriote: Est-ce que la meilleure façon de s'y prendre serait d'aborder le refus du gouvernement d'investir les fonds de manière judicieuse et d'honorer son engagement d'offrir un remboursement de 60 p. 100 dans le cadre du programme Agri-stabilité et de s'occuper de la gestion du risque d'entreprise —

quelqu'un a d'ailleurs mentionné que le programme n'était pas bien mis en oeuvre?

M. Bob Reid: D'après moi, cela sert de pont. Je crois que la gestion du risque d'entreprise peut être mise en oeuvre sur une période relativement courte. Si les pouvoirs gouvernementaux choisissent d'aller dans cette direction, cela peut se faire assez rapidement. Encore là — pour revenir à mon argument de tout à l'heure —, si nous voulons que notre industrie alimentaire se transforme de haut en bas, il nous faut une stratégie à plus long terme.

Un tel engagement nous serait-il utile? Absolument.

M. Francis Valeriote: Vous avez fait allusion à un rapport de transition que vous aviez présenté. Pourriez-vous expliquer une fois de plus quelques-uns des points saillants du rapport? Dans quoi aimeriez-vous qu'on investisse les fonds non utilisés du Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc?

M. Jurgen Preugschas: D'accord. N'oublions pas que le Programme de transition des exploitations porcines a été conçu pour venir en aide aux producteurs qui ne seraient pas admissibles au PRPIP afin d'éviter qu'on se retrouve avec plein de fermes sur le marché susceptibles de réduire la valeur des terres et des propriétés. Voilà, en partie, ce qui a motivé la création du programme. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous l'avons appuyé. Et je crois qu'il a donné d'assez bons résultats.

Le programme de transition englobe tout le monde. Il a été élaboré non seulement par le Conseil canadien du porc, mais aussi la Table ronde sur la chaîne de valeur du porc, dont le travail a permis de dégager certains des domaines, notamment les économies, le marketing, l'innovation, la production et la structure de l'industrie.

Je crois que Bob a montré très clairement que nous devons veiller à ce que notre structure permette à nous tous de, disons, subvenir à nos besoins. À l'heure actuelle, ce sont les producteurs de porcs qui s'exposent à tout le risque. S'il leur reste de l'argent, ils font du profit. Sinon, ils perdent de l'argent, et tous les autres prennent leur marge. D'une manière ou d'une autre, il nous faudra trouver une solution à ce problème, et c'est ce qui sous-tend le plan stratégique que nous mettons de l'avant.

•(1620)

M. Francis Valeriote: Avez-vous déjà demandé à rencontrer le ministre...

Le président: Frank, votre temps est écoulé. Vous aurez peut-être la chance d'y revenir.

M. Francis Valeriote: D'accord.

Le président: Nous allons passer à M. Bellavance, pour sept minutes, s'il vous plaît.

[Français]

M. André Bellavance (Richmond—Arthabaska, BQ): Bonjour. Je suis heureux de vous voir. Je suis aussi heureux d'entendre des témoignages très éloquentes et très pertinents, comme ceux de M. Reid et de M. Littlejohn, qui sont des gens de terrain et qui nous expliquent la situation qu'ils vivent. Toutefois, mes sentiments sont partagés, car nous vous rencontrons de nouveau parce que la situation est toujours aussi extrêmement difficile dans le secteur du porc. D'ailleurs, vous êtes les premiers à comparaître depuis la prorogation, ce qui signifie qu'il y a toujours urgence.

Ma première question s'adresse à M. Vincent. J'ai assisté récemment au congrès général de l'UPA. Je suis convaincu que vous n'êtes pas étranger à la résolution qui a été adoptée par le congrès de l'Union des producteurs agricoles concernant le Programme de paiements anticipés. On comprend que le gouvernement a allongé le délai pour le remboursement des avances consenties sous le Programme de paiements anticipés jusqu'au 30 septembre 2010, mais au congrès on a entendu que vous craigniez que les liquidités ne soient pas suffisantes au 30 septembre 2010, même si le délai a été prolongé. Cela signifie que l'UPA a demandé un prolongement de la période de sursis pour le remboursement des avances consenties sous le Programme de paiements anticipés d'urgence.

Avez-vous discuté de ce dossier précisément avec le ministre? Vous parlez d'un prolongement du sursis, mais pour combien de temps est-ce? S'agit-il d'un an, deux ans? De plus, souhaitez-vous que le remboursement soit étalé sur plusieurs années? Qu'y a-t-il derrière cette résolution? Je suis convaincu que vous étiez partie prenante à l'élaboration de la résolution de l'UPA, mais on ne pouvait pas faire un paragraphe de 25 lignes. J'aimerais entendre votre opinion à cet égard.

M. Jean-Guy Vincent (vice-président, Conseil canadien du porc): Merci, monsieur Bellavance.

M. Preugschas a bien expliqué la position du Conseil canadien du porc, que je représente, mais votre question est liée directement au dernier congrès de l'UPA. D'entrée de jeu, je veux souligner le bon travail que vous faites. D'abord, vous êtes mon député. J'apprécie le travail que vous faites à ce titre.

Par ailleurs, vous me questionniez au sujet de M. Ritz. Je pense qu'on doit souligner le travail qu'il a accompli au cours des derniers mois pour ouvrir des portes qui étaient fermées à l'exportation.

Cependant, pour ce qui est de votre question concernant précisément ce que ça représentait, je souligne que partout au pays, et pas seulement au Québec, les producteurs se demandent aujourd'hui ce qui va se passer après le 26 mars et le 30 septembre. On ne le sait pas.

Je ne vais pas répéter ce qui a déjà été dit, mais je veux mentionner que, comme producteurs, il faut savoir où l'on s'en va. Au-delà de ce que j'ai dit, il faut entre autres savoir quelle est la politique relativement au secteur du porc. À quoi les producteurs peuvent-ils s'accrocher, aujourd'hui? On ne le sait pas. C'est ce qu'on a besoin de savoir. Il faut qu'on sache ce qui arrive. Les producteurs se sont endettés encore et encore. Notre capacité d'endettement est au maximum. Il faut souligner tout le mérite des producteurs qui persévèrent dans ce domaine et essaient de tenir le coup. Toutefois, ils ne peuvent pas le faire à eux seuls.

En poussant plus loin, on peut se demander si en 2010 on sera capable d'innover dans le secteur agricole. Est-ce que le Canada veut faire concurrence aux États-Unis? Veut-on faire ce qu'il faut pour permettre aux producteurs de porc canadiens et québécois de traverser cette crise? Avec le Conseil canadien du porc, les producteurs canadiens se sont concentrés sur la qualité. Ils ont mis en oeuvre des programmes relatifs à la qualité des produits, de façon à pouvoir exporter ces derniers.

À quoi un producteur peut-il s'attendre du gouvernement? On est en attente.

•(1625)

M. André Bellavance: M. Vincent nous dit que les producteurs sont encore en attente. À moins que M. Preugschas n'ait déjà

rencontré le ministre Ritz à ce sujet, c'est donc dire qu'il n'y a pas eu de discussion précise là-dessus.

Le ministre ne sera-t-il pas en droit de demander, si on obtient ce sursis, jusqu'à quand celui-ci va se prolonger? C'est peut-être la question qui se pose. Êtes-vous en mesure d'y répondre?

[Traduction]

M. Jurgen Preugschas: De toute évidence, je ne peux répondre à la place du ministre — même si je le voudrais bien —, mais à la réunion de la Fédération canadienne de l'agriculture, le ministre a affirmé publiquement qu'il envisagerait d'accorder un sursis au remboursement des avances consenties dans le cadre du Programme de paiements anticipés. Mais depuis, il a envoyé une lettre à chaque producteur au Canada pour dire qu'il ne pourrait pas le faire à ce stade-ci.

Je suppose qu'à mesure que nous nous approcherons de la date du 30 septembre, le ministre envisagera cette possibilité, selon l'état de la situation. En tout cas, c'est ce que nous allons lui demander parce qu'il est très clair que nos producteurs n'auront pas l'argent pour rembourser. Nous allons demander un autre sursis.

[Français]

M. André Bellavance: Pendant combien de temps aurait-on besoin d'un tel sursis?

[Traduction]

M. Jurgen Preugschas: Eh bien, j'ignore les règles précises à ce sujet, mais je crois qu'il ne peut accorder qu'un sursis par année. Vous connaissez probablement la réponse mieux que moi, mais je crois que c'est seulement une fois tous les 12 mois.

Le président: Merci, monsieur Bellavance.

Monsieur Atamanenko, sept minutes.

M. Alex Atamanenko (Colombie-Britannique-Southern Interior, NPD): Merci d'être des nôtres.

Je siège ici depuis 2006 et, durant cette période, nous nous sommes rencontrés à plusieurs reprises. Je ne serais pas surpris si vous étiez tous ici à la première réunion à laquelle j'ai assisté en 2006.

Vous savez, tout le monde semble avoir de bonnes intentions, mais certains programmes fonctionnent et d'autres, pas. J'aimerais d'abord qu'on parle brièvement du Programme de transition des exploitations porcines.

D'après un article de la revue *Co-Operator*, si on continue de permettre à de nouveaux soumissionnaires de se joindre à la partie sans accroître le financement, ce sera la loi de la jungle et les producteurs se dresseront les uns contre les autres. Pour vous dire franchement, je ne comprends pas tout à fait ce que cela veut dire.

En général, à tout le moins depuis que je siège ici, nous entendons la même rengaine. Je me souviens des paroles d'un producteur de porcs — l'un d'entre vous, qui sait? Son message, c'était: « Aidez-nous à livrer concurrence contre les gouvernements étrangers. Il faut agir d'une façon ou d'une autre. »

Monsieur Reid, vous avez parlé d'une stratégie alimentaire nationale et de la nécessité d'avoir une certaine vision.

Comment pouvons-nous fournir du porc de bonne qualité aux Canadiens et vous permettre de gagner votre vie? C'est l'élément clé. Et nous n'avons pas encore trouvé la réponse.

Dans ma province, les producteurs de fruits sont confrontés à la même situation. Ils produisent des produits de bonne qualité. Ils font preuve d'innovation. Ils sont à l'avant-garde. Et pourtant, les pommes de l'État de Washington suffisent pour les acculer à la faillite. Il y a des rumeurs d'organisation méthodique du marché. On revient à la question que j'ai souvent posée sur la gestion de l'offre, c'est-à-dire un programme qui ne coûte rien au contribuable et qui permet aux gens de continuer à avoir un revenu.

Y a-t-il des pourparlers? Est-ce la réponse? Au cours des quatre dernières années, rien ne semble avoir trop changé. Évidemment, nous devons agir. Est-ce la voie à suivre?

Je lance la question à quiconque peut y répondre.

• (1630)

M. Jurgén Preugschas: Je peux certainement parler de la question de la gestion de l'offre.

Nous sommes conscients du fait que, pour les producteurs dans le système de gestion de l'offre, le programme est très favorable parce qu'ils ont essentiellement la garantie d'avoir une marge supérieure à leur coût de production. Mais, pour notre industrie, cela signifierait une réduction d'emplois, en passant de 75 000 à probablement environ 30 000 emplois. Ainsi, bon nombre des membres que représente Jim seraient obligés de fermer leurs usines.

Vous pensez que seule la petite usine en Nouvelle-Écosse pose problème. Toutefois, la moitié des usines au Québec et en Ontario feront faillite. Vous verrez la toute nouvelle usine de Brandon disparaître.

Si c'est ce que nous choisissons de faire, c'est correct. Si vous parlez à ces travailleurs de la possibilité qu'ils perdent leur emploi à la suite du plan que vous mettez en oeuvre, c'est une voie à suivre. Nous sommes convaincus que notre secteur contribue au PIB du pays et que nous travaillons pour nos citoyens, mais nous voulons aussi exporter nos produits pour nourrir les habitants d'autres pays. Nous pensons pouvoir y arriver. Il va de soi que certains ajustements seront nécessaires, mais je dirais que du point de vue du Conseil canadien du porc, c'est ce que nous préconisons.

M. Stephen Moffett (directeur, Conseil canadien du porc): Merci Alex. C'est une excellente question. Vous avez raison, je pense avoir probablement assisté aussi à cette première réunion.

C'était un vrai défi. Beaucoup de choses se sont passées, notamment le cours des produits de base. Les prix de certaines marchandises ont carrément explosé et beaucoup de ces marchandises sont des entrants. La situation avait considérablement affaibli notre compétitivité.

Je peux vous dire qu'il y a certainement eu des changements. Le prix du porc aux États-Unis est monté en flèche depuis l'été dernier. Je crois que nous sommes tous d'accord pour dire que nous connaissons des jours meilleurs à l'avenir.

C'est tout simplement parce nous avons subi une crise qui a duré longtemps. Nos éleveurs ont essuyé beaucoup de coups. J'ai perdu énormément d'actions...

M. Jurgén Preugschas: Allons, regardez-le bien. Vous pouvez voir le nombre de coups qu'il a essuyés.

Des voix: Oh, oh!

M. Stephen Moffett: Oui, je suis l'exemple d'une industrie qui a souffert.

Nous avons eu des difficultés et la possibilité d'accéder au crédit, de fonctionner et diriger notre affaire comme auparavant relève du défi.

Comme Jim l'a mentionné, le dollar canadien est remonté au-dessus des 98 ¢, et même si les prix américains ont considérablement augmenté, la valeur de notre dollar réduit fortement les effets de l'augmentation des prix et continue à nous causer du tort. Le gouvernement peut intervenir dans certains secteurs... Jurgén a bien sûr mentionné quelques améliorations au niveau de l'accès au marché et nous savons qu'il existe encore beaucoup de possibilités commerciales comme en Corée par exemple et aussi dans l'Union européenne. Arriver à exporter du porc en Corée changerait beaucoup la situation. Nous savons que le marché chinois nous est ouvert. Nous estimons que cela changera aussi beaucoup la situation et le gouvernement peut aussi faire d'autres choses.

Nous avons parlé plus tôt des problèmes liés au programme Agri-stabilité. Il y a des problèmes de critères de viabilité négatifs et de couverture pour les marges négatives. Notre problème est que les éleveurs, dans leur situation actuelle, ne sont pas en mesure d'affronter une autre crise. Donc, un éleveur ne pourrait tout simplement plus survivre à la découverte d'un circovirus ou d'une autre maladie dans son cheptel et il n'est pas protégé par le programme Agri-stabilité. Il faut donc apporter des changements à ce programme.

Le programme de paiements anticipés est un très bon programme pour nous. En fait, nous envisageons de poursuivre notre participation le mois de septembre prochain. Nous préférons vraiment qu'une situation d'urgence soit déclarée parce que beaucoup d'éleveurs n'ont pas rejoint ce programme quand ils le pouvaient, et avec le recul, peut-être qu'ils auraient dû. Beaucoup d'éleveurs n'ont pas reçu la totalité des paiements ou n'ont rien reçu du tout; de toute façon, le programme de paiements anticipés normal ne leur permet pas de recevoir beaucoup. Donc, c'est ce que nous préférons, car très franchement, l'accès au crédit est le plus gros problème.

Le président: Il vous reste environ 20 secondes, Alex.

M. Alex Atamanenko: Curtiss, avez-vous des observations, des commentaires?

M. Curtiss Littlejohn: Ma seule observation porte sur le programme de paiements anticipés pour savoir si vous pouvez ou non accorder des avances de secours. Dans ses calculs d'évaluation de la situation du secteur, le gouvernement utilise pour modèle une exploitation de 600 truies. Le plafond d'une exploitation de naissance-engraissement de 600 truies doit être relevé car le plafond actuel de 400 000 \$ s'applique à une exploitation de 250 à 260 truies. Un nouvel examen du programme et le relèvement du plafond constitueraient un atout majeur pour la majorité des éleveurs du secteur.

• (1635)

Le président: Merci, Curtiss.

La parole est à M. Hoback, pour sept minutes.

M. Randy Hoback: Merci, monsieur le président.

En fait, Curtiss, je vais reprendre où vous vous êtes arrêté.

C'est la raison pour laquelle je déteste les plafonnements et c'est pourquoi je vous ai demandé de répéter. Ce n'était pas nécessairement pour le bénéfice de tous ceux ici présents. J'en ai parlé à mes collègues assis en face et ils comprennent. Ce qui est vrai avec les plafonnements, du programme Agri-stabilité, par exemple, c'est que lorsque les années sont bonnes, vous voulez avoir une bonne marge; vous ne pouvez pas retirer des profits quand elle commence à rétrécir. Elle ne vous donne pas la force ni les moyens financiers pour continuer l'exploitation durant cette mauvaise période. En fait, elle vous place en situation financière difficile.

Il y a, dans ma circonscription, le cas d'un couple... Ce sont de grands cultivateurs, efficaces. De très bons cultivateurs. Mais dans le cadre du programme Agri-stabilité, le mari et la femme ont été pris ensemble. Ils ont inscrit le père du mari. Ils ont inscrit ses enfants.

La famille ensemble exploite 30 000 acres, mais individuellement ils exploitent peut-être de 4 000 à 5 000 acres chacun. Mais cela ne compte pas. Ils sont soumis à un plafonnement. C'est un grand problème, et pas seulement pour le gouvernement fédéral. C'est un problème que les provinces doivent comprendre avant le lancement des négociations de ces programmes.

C'est la raison pour laquelle j'ai dit que ces plafonnements ne sont pas bons. Ils devraient tout au moins refléter la situation qui prévaut en 2010 et pas celle de 1980. Voilà ce que je voulais que vous répétiez parce que c'est un problème du programme Agri-stabilité.

J'ai une question, et Stephen, vous en avez un peu parlé. Vous voyez la lumière au bout du tunnel. Vous dites qu'il y a des changements, que les prix augmentent, etc. Qu'est-ce qui change au niveau de la structure et qui fait monter les prix? Est-ce la demande plus faible? J'essaie de comprendre ce qui doit changer dans la structure pour que le secteur enregistre à nouveau des profits. Faut-il que le dollar redescende à 65 ¢? Nous savons bien que cela ne risque probablement pas de se produire avant longtemps. À quoi sert l'étiquette du pays d'origine si elle va être mise de côté et en fait corrigée? Que faut-il changer d'autre? Je sais que l'accès au marché est important, la pénétration dans d'autres marchés. Nous y travaillons fort. Durant pratiquement tous les congés, le ministre se rend dans un pays ou un autre pour vendre du boeuf ou du porc. D'après vous, quels autres changements faut-il faire?

M. Stephen Moffett: Merci.

Je dis qu'il y a de la lumière au bout du tunnel en raison des changements qui ont eu lieu. Il est évident que le marché du porc s'améliore. La catastrophe du H1N1 que nous avons connue l'été dernier est assurément derrière nous. Les journaux n'en font pas état. Un certain nombre de marchés qui nous ont été fermés à cause de cette situation sont de nouveau ouverts.

Pour ce qui est de la demande du marché en général, la récession — j'ai failli dire la dépression — que nous avons connue l'année dernière tire certainement à sa fin. Terminée ou non, elle arrive certainement à terme et les consommateurs achètent plus de produits à base de viande. Les produits carnés ne se vendent pas autant en période de récession. Les gens achètent beaucoup plus de viande de porc. La Chine nous a fermé ses portes pendant un certain temps, mais elle les a réouvertes. On dit que la Chine sera le prochain Japon, et donc, la demande pour nos produits augmentera considérablement.

Il y a bien sûr une forte diminution de la production. La production américaine est très inférieure à la nôtre. Notre production a diminué d'environ 20 p. 100 depuis 2005. C'est une baisse énorme. Nous savons que la production mexicaine a diminué d'environ de moitié. Il y a énormément de marchandises qui partent des États-

Unis et du Canada vers le Mexique. Donc, la demande de nos produits augmente.

Je note des améliorations de nos coûts d'intrants. Les prix des carburants ont baissé par rapport à ce qu'ils étaient quand le pétrole coûtait 140 \$. Les carburants sont encore chers, mais les prix des grains semblent stables. Les protéines sont un peu moins chères.

Depuis deux ou trois ans, on nous dit que si la situation est si difficile nous devrions peut-être essayer autre chose. Mais, les gens continueront certainement à manger de la viande de porc et la plupart d'entre nous veulent continuer à en produire. Je crois que nous connaissons des jours meilleurs à l'avenir.

Nous devons régler ces problèmes, comme je l'ai mentionné au sujet du PCSRA, protéger des risques inhérents à cette entreprise et faciliter l'accès au crédit pour les éleveurs.

M. Randy Hoback: Donc, vous cherchez plus de moyens seulement pour nous tirer du pétrin, mais vous voyez une lumière au bout du tunnel. Est-ce bien cela?

M. Stephen Moffett: Oui.

M. Randy Hoback: D'accord.

Jean-Guy, avez-vous quelque chose à dire à ce sujet?

[Français]

M. Jean-Guy Vincent: En réponse à votre question, qui était quand même assez précise, on constate que nous sommes en concurrence avec les Américains. La question est: jusqu'où sommes-nous prêts à aller pour faire concurrence aux Américains? Après tout, ce sont nos premiers concurrents. Les Américains veulent garder leurs parts de marché et même les augmenter. Par conséquent, la question pour nous est de savoir jusqu'où le gouvernement canadien est prêt à aller pour que l'on maintienne nos parts de marché et que l'on continue à concurrencer les Américains.

Nous avons de bons produits. En effet, les producteurs canadiens se sont fait remarquer par la qualité de leurs produits. Nous nous demandons donc combien le gouvernement canadien est prêt à investir pour que les producteurs de porcs canadiens continuent à opérer et à concurrencer les Américains. On est capable de le faire grâce à la qualité de nos produits. Je l'ai dit plus tôt, depuis que M. Jurgens est au Conseil canadien du porc, il a fait en sorte de promouvoir la qualité de nos produits afin qu'on occupe une place importante sur les marchés.

En fait, ma réponse est une question. Si le gouvernement canadien répond à cette question, il consacrerait les fonds nécessaires pour que les producteurs canadiens continuent et concurrencent les Américains.

• (1640)

[Traduction]

M. Randy Hoback: Ma question est à deux volets. Si vous étudiez ce que notre gouvernement a fait pour être compétitif... Je le répète, je ne crois pas que le ministre Ritz se soit rendu chez lui durant toute l'année dernière tellement il était occupé à ouvrir des marchés pour les secteurs bovin et porcin.

Je vous regarde et je dis: Qu'est-ce que l'éleveur que vous êtes va faire pour être compétitif? Il est difficile de poser cette question maintenant que vous n'avez pas de sources de financement pour être compétitif. Il est toujours facile de dire que nous pouvons préparer un plan de commercialisation, etc., mais il semble que nous n'y pensons même pas quand nous occupons une place de choix dans le marché. Nous attendons toujours l'effondrement du marché pour réagir. C'est dommage, mais c'est ce qui se passe quand vous commercialisez des porcs différents.

Si vous suivez ce que notre gouvernement est en train de faire... Nous faisons notre possible et nous travaillons avec vous pour que vous puissiez continuer à opérer, mais comme pour tout secteur, que ce soit les céréales, le porc ou le boeuf, il faut affronter de dures réalités. Il y a des moments où les gens doivent faire des choix difficiles, et c'est terrible. Je suis producteur de céréales et je sais de quoi je parle. En 2005, j'ai dû moi-même faire des choix. J'ai toujours une exploitation agricole — plus petite mais toujours en opération — mais c'était les décisions difficiles que je devais prendre.

Tout ce que je peux dire, c'est que je cherche des programmes qui nous aideront quand la situation devient critique, mais si un changement au niveau de la structure dans votre secteur est tel que l'on ne voit pas de lumière au bout du tunnel, alors est-ce vous aider que de vous maintenir dans le secteur pendant encore 10 ou 15 ans?

Mais comme vous l'avez souligné, Stephen, il va y avoir quelques changements. Et cela me rend optimiste. Nous devons maintenant convaincre le banquier qu'il y a de l'espoir et que le prix de votre étable qui est tombé à 250 000 \$ va remonter à un million de dollars. Car que ferait-il d'une étable si le secteur s'effondre? Il n'en obtiendra même pas 250 000 \$, il pourrait en tirer 50 000 \$. C'est la raison pour laquelle il ne fait rien et attend. Nous avons offert des garanties du gouvernement pour ces prêts et les banquiers ne voulaient toujours pas en entendre parler; voilà, à mon avis, une indication de la gravité de la situation dans le secteur.

En plus, le FAC est généralement la dernière banque vers laquelle se tournent les producteurs, et l'hésitation du FAC est, en ce qui me concerne en tant que producteur, un énorme signal d'alarme car je sais que le FAC fait habituellement son possible pour accorder un prêt aux producteurs. Pour moi, cela veut dire que la structure du secteur a été touchée et qu'il faut y remédier.

Nous pouvons, à l'instar du ministre Ritz, chercher d'autres marchés et nous pouvons vous verser des fonds à cette fin. D'ailleurs, c'est ce que fait le programme Agri-stabilité, etc., mais nous devons aussi faire un examen en profondeur assez rapidement ici.

Le président: Merci, monsieur Hoback. Votre temps est écoulé.

Monsieur Easter, vous avez cinq minutes.

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je ne sais franchement pas par où commencer, mais tout d'abord, merci d'être venus malgré l'invitation tardive. Compte tenu de la situation du secteur et du fait que le programme de prêts arrive à terme, je crois qu'il fallait vous convoquer pour entendre vos recommandations.

Je dois dire que je suis extrêmement fâché, et pas simplement envers le gouvernement. Je n'ai jamais été autant dégoûté par une réunion de ministres de l'Agriculture — et j'ajoute pour le compte rendu — de tous les partis politiques et de tous les gouvernements du Canada comme la dernière à laquelle j'ai assisté à Toronto. Du NPD, du Parti libéral ou du Parti conservateur, ils y étaient tous.

Le seul absent était le Bloc ou Parti Québécois.

Après cette réunion et avec la crise qui touche ce secteur... Les Canadiens pourraient penser que la situation est bonne, que tout va très bien. Donc, je le dis aux fins du compte rendu: tous les ministres fédéral et provinciaux de l'Agriculture dans notre pays m'ont complètement dégoûté.

J'ai écouté ce que vous disiez. J'ai fait une liste que je vais lire pour confirmer si c'est bien ce que vous avez dit.

Premièrement, vous demandez de réaffecter d'une façon ou d'une autre aux producteurs les fonds qui restent dans le PRPIP, peut-être par le biais d'un plan stratégique. Ai-je bien entendu?

Deuxièmement, au sujet du programme Agri-stabilité, donnez-lui la chance de réussir. Changez le critère de viabilité et changez les marges de référence. Il restait 900 millions de dollars dans ce programme ou 900 millions de dollars dépensés en moins dans ce programme l'année dernière. Ce ne serait pas une violation des accords commerciaux que de faire cela. Nous pourrions injecter de l'argent dans le secteur.

Vous pouvez me dire si je me trompe.

Troisièmement, rétablir le programme de paiement d'avances de secours.

Curtiss, il me semble que vous voulez les augmenter.

En vous écoutant j'ai l'impression que le crédit agricole ne fait pas son travail de prêteur aux membres de la communauté agricole. Vous pouvez répondre à cela si vous voulez.

Je voudrais que l'on me réponde sur ces points.

J'ai aussi deux ou trois questions. Je suis très inquiet.

Curtiss, savez-vous combien d'argent affecté au PRPIP a servi au programme de paiement des avances? Je serai franc: je ne sais pas ce que faisait Ritz à ce sujet et où étaient les fonctionnaires d'Agriculture Canada, mais je pense sincèrement que ce ministère s'est fait berné par le ministère des Finances et le Conseil du Trésor.

Comme vous le savez, augmenter la dette ne va pas régler notre problème, mais le gouvernement a été payé et vous avez plus de dettes. C'est une erreur, à mon avis, et je pense que l'Agriculture Canada s'est fait rouler par le ministère des Finances. Nous devons trouver un moyen de réduire la dette.

Que pensez-vous de cela? Est-ce ce que vous voulez?

Le fait est que, oui, nous sommes en train de perdre une partie de notre secteur. Si je vous donnais les statistiques au Canada atlantique, vous seriez choqués. Il y a une baisse de 66 p. 100 dans la production et de 70 p. 100 des animaux reproducteurs à l'Î.-P.-É. Même l'orge n'aura pas de marché. Au Canada atlantique, le désastre est total. Et c'est remplacé par les produits américains. Cela aussi m'inquiète.

Qu'en pensez-vous, Jurgen?

● (1645)

M. Jurgen Preugschas: Je vais vous répondre brièvement.

Pour ce qui est des remboursements dans le cadre du Programme de paiements anticipés, il y a environ 312 millions de dollars consentis en prêts. Le Programme de réserves pour pertes sur prêt a permis le remboursement de quelque 30 millions de dollars. Il s'agit donc d'une proportion plutôt faible.

Par ailleurs, nous jugeons essentiel que vous vous penchiez sur la façon dont on pourrait réutiliser les fonds restants.

Comme nous l'avons déjà indiqué, le programme Agri-stabilité nécessite quelques ajustements. Il ne fait aucun doute que c'est un objectif prioritaire pour nous. Il va de soi également que nous estimons extrêmement important qu'une seconde série de paiements anticipés d'urgence soit lancée pour aider ces producteurs qui n'ont pas pleinement bénéficié du programme, ou qui n'y ont pas eu accès du tout. Ce sont donc les trois éléments principaux.

Il est d'autre part tout aussi crucial que nous examinions les possibilités de changement structurel et les mesures que nous pouvons prendre à plus long terme. Nous avons tendance à nous montrer très critiques à l'endroit des programmes parce qu'ils ne donnent pas toujours de bons résultats pour tout le monde. J'estime qu'il nous faut discuter de façon approfondie des actions que nous pouvons entreprendre et de l'aide que le gouvernement pourrait apporter pour faciliter la transition. Nous pourrions alors en venir à utiliser ces fonds à d'autres fins de manière à ne pas continuer à payer, année après année, pour un programme qui mécontente tant le gouvernement, que l'opposition, les producteurs et le grand public.

Il est important que nous y réfléchissions bien. Dans le cadre de notre examen du plan de transition stratégique, nous devons considérer ces aspects et déterminer comment ces changements structurels pourront être apportés.

Le président: Merci.

Monsieur Storseth, vous avez cinq minutes.

M. Brian Storseth (Westlock—St. Paul, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je veux d'abord tous vous remercier pour votre présence aujourd'hui. Certains d'entre vous ont déjà plusieurs comparutions à leur actif. Je sais que le préavis a été très court, et je vous suis d'autant plus reconnaissant d'être venus discuter avec nous de ces questions très importantes.

Nous avons entendu beaucoup de chiffres jusqu'à maintenant aujourd'hui. On a aussi amplement parlé des programmes. Nous vous avons invité pour nous aider à dégager une forme quelconque de consensus quant aux recommandations que nous allons formuler au ministre. Je vais essayer d'éviter les considérations d'ordre général pour examiner quelques aspects de façon un peu plus détaillée.

Jurgen, je vais commencer avec vous. On répète sans cesse que le manque de liquidités est un problème majeur. Quelles sont vos recommandations à cet égard? On semble croire que le programme en place ne produit pas les résultats voulus. Quelle serait votre solution aux problèmes de liquidités?

•(1650)

M. Jurgen Preugschas: L'une des solutions consisterait à procéder à une seconde édition du Programme de paiements anticipés d'urgence. Nous avons placé nos espoirs dans le Programme de réserves pour pertes sur prêt, mais il n'a pas fonctionné. Ce serait l'aspect à privilégier. Mais il est tout aussi important d'ajuster le programme Agri-stabilité au bénéfice des producteurs qui n'étaient pas admissibles en 2009.

M. Brian Storseth: Oui.

Par ailleurs, quel serait le marché le plus important auquel nous devrions chercher à ouvrir l'accès?

M. Jurgen Preugschas: Nous devons conclure les accords bilatéraux de libre-échange qui sont actuellement envisagés, dont celui avec la Colombie. Il n'y a pas encore eu de négociations avec la Corée, mais c'est un marché crucial, tout comme celui de l'Union européenne. À ma dernière comparution devant votre comité, j'ai mentionné qu'un petit pays comme le Chili avait conclu davantage d'accords de libre-échange bilatéraux que le Canada. Il faut pourtant que nous signions ce genre d'accords.

M. Brian Storseth: Vous avez parlé de la Colombie. Pourquoi ce marché est-il aussi important?

M. Jurgen Preugschas: L'accord avec la Colombie fait partie de ceux qui ont déjà fait l'objet de négociations. Ce n'est pas un marché énorme; je ne me souviens pas des chiffres exacts. Ce pays achète toutefois certains produits que nous avons de la difficulté à écouler par ailleurs. C'est pourquoi il est essentiel que cet accord soit approuvé, non seulement pour nous mais également pour le secteur bovin.

M. Brian Storseth: Monsieur Littlejohn, avez-vous des observations au sujet des liquidités et de l'accès aux marchés?

M. Curtiss Littlejohn: Les liquidités posent un problème important pour bien des producteurs. Le prix du porcelet sevré a augmenté il y a environ trois mois. Bien des propriétaires d'exploitations de naissement-engraissage ont vendu des porcelets afin d'accroître leurs liquidités. Ils se retrouvent maintenant à nouveau à court d'argent. C'est donc un aspect très problématique.

Quant à la possibilité d'une deuxième série de paiements anticipés d'urgence, ce serait formidable, surtout si on augmente la limite actuelle de 400 000 \$, qui correspond à une exploitation de 275 ou 280 truies, pour passer au modèle de 600 truies utilisé par Agriculture Canada.

Pour ce qui est de l'accès aux marchés, celui de l'Union européenne est primordial. Certains ont dit que ce marché pouvait ajouter de 5 à 10 \$ au prix que nous touchons sur nos porcs parce que les Européens utilisent certaines parties de l'animal — pour le jambon notamment — dont on ne se sert pas beaucoup en Amérique du Nord. C'est donc crucial.

J'ajouterais qu'il nous faut également assurer un traitement équitable à notre industrie de transformation de la viande: inspection payée; amortissement accéléré permettant les réinvestissements dans l'équipement; et application uniforme de la loi, comme Jim l'indiquait, pour des choses aussi simples que les conserves. À tous ces égards, nos transformateurs sont désavantagés depuis bien des années.

M. Brian Storseth: Quelqu'un d'autre veut répondre à ces deux questions?

M. Bob Reid: J'ajouterais seulement qu'il serait peut-être bon que le gouvernement nous aide un peu pour rétablir notre marché au Canada.

Wayne, vous avez parlé de la circulation plutôt facile des produits en provenance des États-Unis. Il faudrait faire savoir à nos consommateurs canadiens que nous sommes tout à fait en mesure d'approvisionner notre marché intérieur et que c'est ce que nous souhaitons faire. Ils doivent savoir que s'ils exigent et achètent nos produits, des produits du Canada...

J'aimerais bien que les boîtes de conserve que Jim a distribuées soient ornées d'une grosse étiquette indiquant qu'il s'agit d'un produit du Canada, car les gens qui se rendent à leur supermarché sont trop nombreux à l'ignorer; ils présument qu'il s'agit d'un produit canadien, mais ils n'en sont pas certains. Tout cela n'est pas assez clair.

M. Brian Storseth: J'aurais encore une question rapide, car on va bientôt m'interrompre.

Un total de 207 demandes ont été approuvées dans le cadre du programme. Est-ce que quelqu'un a une idée du nombre de demandes qui ont été présentées?

M. Jurgen Preugschas: Il est à peu près impossible de le déterminer. Bien des gens se rendent à leur banque ou à leur institution financière pour en discuter et on les dissuade d'amorcer le processus. Nous n'avons aucune indication quant au nombre exact de demandes présentées.

M. Brian Storseth: D'accord.

Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Storseth.

Madame Bonsant, vous avez cinq minutes.

• (1655)

[Français]

Mme France Bonsant (Compton—Stanstead, BQ): Je trouve toujours aberrant que des députés, qui sont ici autour de la table et qui ont des fermes, disent que ça va très bien. Ils disent cela parce qu'ils ont un salaire. Par contre, vous n'avez pas de deuxième emploi pour compenser le salaire que vous perdez.

Comment se fait-il que le gouvernement garantisse 400 millions de dollars aux banques et que celles-ci n'aient pas le courage de vous accorder des prêts? Il y a quelque chose qui ne fonctionne pas.

Croyez-vous que le gouvernement devrait un peu plus serrer la vis aux banques pour qu'elles vous prêtent de l'argent puisqu'elles ont ces 400 millions de dollars? Je ne pense pas que vous iriez à Disneyland avec ce 400 millions de dollars, n'est-ce pas?

[Traduction]

M. Stephen Moffett: Oui, je vais répondre. C'est probablement l'une des plus grandes sources de frustration et je dois vous avouer que j'ai entendu des gens du gouvernement se demander eux-mêmes dans quelle mesure les banques étaient disposées à prêter de l'argent. C'est un véritable problème.

À notre avis, les difficultés à obtenir du crédit découlent de la récession que nous vivons actuellement, laquelle est le résultat de certaines mauvaises manœuvres des banques.

Comme l'indiquait Jurgen, d'importants efforts ont assurément été déployés en ce sens. Nous avons certes eu notre mot à dire relativement au programme de réserves pour pertes sur prêt. La réticence des institutions financières à accorder des prêts a été une grande source de déception. Dans bien des cas, on a répondu aux producteurs que leur plan d'affaires n'était pas suffisamment élaboré et qu'il ne leur servait donc à rien de présenter une demande, car cela faisait partie des critères.

Comment pouvez-vous inciter les banques à prêter plus d'argent? Cela fait partie des messages que nous souhaitons transmettre. Il est difficile pour nous d'obtenir du crédit et c'est l'accessibilité du programme de paiements anticipés qui le rend si bénéfique pour nous. Ce programme a donné de très bons résultats. Il n'est vraiment pas aisé d'amener les banques à consentir des prêts. J'ai parlé aux

gens de ces institutions et ils ne veulent pas nous prêter d'argent, même avec une garantie. Alors, que faire?

J'ajouterais que Financement agricole Canada a été plutôt hésitant au départ. Je dois avouer que les choses se sont améliorées vers la fin du programme, alors que l'organisme s'est montré plus ouvert. J'ai eu l'occasion de traiter avec bien des gens à Financement agricole Canada et je n'ai que de bons mots à dire à leur sujet. Mais on finit par se rendre compte qu'on leur a imposé des modes de gestion similaires à ceux des banques, c'est-à-dire qu'ils doivent faire des profits, plutôt qu'accumuler des pertes. Si nous souhaitons que Financement agricole Canada consente des prêts qui ne seraient pas accordés par une banque à charte, par exemple, le gouvernement doit lui fournir des indications en ce sens et mettre sur pied d'autres programmes pour permettre aux producteurs de porc et aux autres intervenants de l'industrie agricole d'avoir plus facilement accès au crédit.

M. Curtiss Littlejohn: Je voudrais faire un commentaire.

Si l'on remonte aux années 1980, il y a eu des moments où les agriculteurs se retrouvaient au même point qu'actuellement. La valeur de leur exploitation était à la baisse. Ils n'avaient plus de liquidités. Ils ne pouvaient plus fonctionner. Ce n'était pas de leur faute; c'était un simple concours de circonstances. Depuis lors, le rôle de Financement agricole Canada a évolué de telle sorte que l'organisme n'est plus un prêteur de dernier recours; il s'agit maintenant davantage d'un prêteur commercial qui s'en tient aux règles de ce secteur. Bref, on est bien prêt à accommoder les producteurs, mais on préférerait qu'ils s'adressent à quelqu'un d'autre pour financer leur entreprise chevrotante.

Pourquoi sommes-nous disposés à vendre la propriété d'Alex à Jean-Guy à 50 p. 100 de sa valeur et à accuser la perte, alors que nous ne voulons pas négocier à la baisse pour que Jean-Guy puisse conserver cette propriété à 65 p. 100 de sa valeur de telle sorte que tout le monde en ressorte gagnant? Sans accabler Jean-Guy d'une trop lourde dette, on permettrait à Alex de ne pas perdre la moitié de ce qu'il a investi. Il faudrait pour ce faire que le gouvernement incite Financement agricole Canada à appliquer des politiques semblables. Peu importe le gouvernement au pouvoir, c'est la chose à faire.

Les représentants gouvernementaux vont souvent répondre du tac au tac que Financement agricole Canada est une société d'État autonome qui fonctionne comme une banque. C'est complètement insensé; si le ministre peut appeler les gestionnaires de Financement agricole pour parler de salaires et de primes, il peut assurément prendre le téléphone pour leur dire qu'ils vont aider notre industrie en transition, avec le soutien du gouvernement.

[Français]

Mme France Bonsant: Cela coupera leur voyage.

[Traduction]

Le président: Il vous reste encore environ 30 secondes.

[Français]

Mme France Bonsant: C'est bien.

Je ne veux pas vous faire de peine, monsieur Reid, mais le nouveau règlement du gouvernement requiert qu'un produit ait un contenu canadien dans une proportion de 98 p. 100 avant de pouvoir inscrire « produit du Canada ». Qu'en pensez-vous?

[Traduction]

M. Bob Reid: Je ne crois pas que cela soit impossible, c'est un objectif que nous devrions viser pour offrir à nos consommateurs un choix éclairé.

•(1700)

[Français]

Mme France Bonsant: On avait demandé que ce soit 85 p. 100. Trouvez-vous que ce soit suffisant pour pouvoir inscrire « produit du Canada »?

[Traduction]

M. Bob Reid: Je n'y vois aucun problème. Mais peut-être que Jim serait mieux placé pour répondre à cette question.

Est-ce possible?

M. James M. Laws: Je ne suis pas certain d'être la personne la mieux placée pour répondre.

[Français]

Je ne suis pas la meilleure personne pour répondre à cette question, mais je peux quand même dire que certains sont en mesure de respecter cette norme de 98 p. 100. Cependant, d'autres voudraient qu'il y ait plus de souplesse parce que certains ingrédients ne sont pas disponibles ici. De toutes façons, on a aussi demandé plus de souplesse pour avoir la chance de changer nos étiquettes plus rapidement.

[Traduction]

Le président: Merci, monsieur Laws.

Madame Bonsant, je trouve étonnant que vous souhaitiez permettre 15 p. 100 de contenu étranger, plutôt que 2 p. 100.

[Français]

Mme France Bonsant: Monsieur le président, il ne pousse pas de canne à sucre au Canada.

[Traduction]

Le président: Monsieur Richards, vous avez cinq minutes.

M. Blake Richards (Wild Rose, PCC): Merci.

Je veux d'abord tous vous remercier pour votre présence aujourd'hui. Je crois que cinq d'entre vous êtes des producteurs de porc, et il va de soi que nous vous sommes très reconnaissants de venir nous faire profiter de vos expériences personnelles en plus, bien évidemment, de parler au nom des organisations que vous représentez. MM. Littlejohn et Reid se sont montrés tout particulièrement généreux en nous faisant part des choses qui leur sont arrivées et des difficultés qu'ils ont dû surmonter.

Comme je suis moi-même d'une famille d'éleveurs de porc, je suis tout à fait à même de comprendre votre situation et de compatir avec vous. Mes deux frères et moi-même travaillions tous à la ferme à une certaine époque, mais l'avons quittée pour profiter de débouchés plus intéressants, un peu comme ce fut le cas pour vous, monsieur Littlejohn, avec vos deux fils. Mon père a eu la chance de pouvoir sortir de l'industrie. La situation n'était pas très bonne à l'époque, mais elle est vraiment devenue désastreuse au cours des dernières années. Je sympathise donc avec vous et je comprends bien les situations auxquelles vous êtes confrontés à l'heure actuelle. Je vous remercie de venir en témoigner ici.

Vous semblez assurément plutôt unanimes quant à votre soutien à quelques-unes des mesures prises par notre gouvernement pour améliorer la situation. Vous avez tous eu de très bons mots pour certains programmes et plus particulièrement pour les initiatives d'accès aux marchés et nos tentatives de faciliter cet accès à l'avenir en améliorant les débouchés pour les producteurs en général, et les éleveurs de porc en particulier.

J'ai aussi entendu certaines observations au sujet du secrétariat pour l'accès aux marchés et du travail qu'il accomplit. Bien évidemment, nous pouvons compter sur un ministre qui, et je n'en reviens tout simplement pas, consacre énormément de son temps aux efforts à déployer pour ouvrir davantage les marchés. Lorsqu'il n'est pas ici, il parcourt la planète afin de multiplier les tentatives en ce sens et nous sommes assurément heureux que vous reconnaissiez l'importance de son travail. Quelqu'un a mentionné les efforts déployés en Chine et on a également parlé de la Corée. Espérons que nos amis de quelques-uns des partis d'en face nous auront entendu dire à quel point il est urgent que le Parlement approuve l'accord négocié avec la Colombie. Il a aussi été question du fonds d'amélioration pour les abattoirs et il serait peut-être bon que l'on en sache davantage à ce sujet, mais les premiers commentaires entendus semblent favorables.

Je sais que les producteurs eux-mêmes sont hésitants à appuyer le programme de transition, mais je crois que nous sommes tous conscients de la nécessité d'une telle mesure. Je pense que nous sommes parvenus assez efficacement à contrer le programme américain d'étiquetage selon le pays d'origine (COOL). Les interventions réussies de notre gouvernement ne manquent donc pas.

Nous avons également traité du programme de prêts. Même si nous l'avons élaboré de concert avec les producteurs et avec le Conseil canadien du porc, et que tous étaient d'avis que le programme était bien conçu et devrait produire de bons résultats, ce n'est de toute évidence pas le cas. Je crois que c'est M. Reid qui a indiqué que les banquiers n'aiment pas ce programme, pas plus que les producteurs d'ailleurs. Je pense que si les producteurs ne l'apprécient pas, c'est parce qu'il ne plaît pas aux banquiers dans un premier temps. Le lien est assez direct. Nous en avons d'ailleurs parlé un peu aujourd'hui. Il y a eu des questions à ce propos et certains ont répondu en proposant des solutions à mettre en oeuvre pour augmenter l'efficacité.

Vous avez parlé de la nécessité de s'interroger sur les sommes qui ne seront malheureusement pas versées dans le cadre de ce programme, bien que ce ne soit pas faute d'avoir essayé. J'ai eu l'occasion de discuter, surtout avec vous, Jurgen, des modifications que nous avons apportées et du fait que certains de ces changements ont amélioré les choses dans une certaine mesure, mais il reste quand même qu'il y a encore des fonds non utilisés dans ce programme.

Vous avez parlé aujourd'hui des actions qui pouvaient être entreprises pour que ce programme puisse donner accès à davantage de fonds. J'aimerais que vous nous fassiez part de vos idées et de vos réflexions sur la façon dont nous pourrions améliorer les choses, car c'est ce que nous voulons faire avec ce programme qui semblait pourtant vouloir bien fonctionner au départ. Il a été brièvement mentionné qu'il pouvait exister des moyens pour s'assurer que les sommes non utilisées puissent être réinvesties ou dépensées au bénéfice des producteurs.

Avez-vous des idées sur la manière dont ces fonds pourraient être utilisés pour aider l'industrie?

•(1705)

M. Jurgen Preugschas: Merci, Brian.

Ce qu'il faut faire, à mon avis, c'est examiner le plan stratégique que nous avons produit. Il faut d'abord déterminer combien il y a d'argent et comment nous pourrions en faire un meilleur usage; c'est la grande question. Je crois donc qu'il est trop tôt pour entrer dans les détails, tout d'abord parce que nous ne savons pas quelle est la valeur monétaire et que, en général, nous voulons regarder l'ensemble du tableau. Il faut travailler ensemble à cet égard et, je crois, demander conseil à la Table ronde sur la chaîne de valeur du porc, qui regroupe des abattoirs, des transformateurs, des fabricants d'aliments pour animaux, des vétérinaires, des représentants gouvernementaux provinciaux et fédéral et, bien sûr, des producteurs primaires. En fait, à la dernière rencontre, il y avait aussi un détaillant.

Il faut donc examiner cet aspect et prendre une bonne décision sur la façon dont l'argent sera dépensé, et non seulement lancer des idées ici, maintenant.

Le président: Monsieur Preugschas, monsieur Richards, je vous remercie.

Monsieur Easter, vous avez cinq minutes.

L'hon. Wayne Easter: Merci, monsieur le président.

Je vais presque résister, mais pas tout à fait, à la tentation de remettre en question la publicité que M. Richards a donnée au ministre. Je crois personnellement — et je l'ai dit à la Chambre — que ce ministre affiche la pire performance que notre pays a connue dans ce dossier. Le dernier budget en est la preuve.

M. Pierre Lemieux (Glengarry—Prescott—Russell, PCC): C'est mesquin, Wayne.

L'hon. Wayne Easter: En réalité, c'est le premier budget en au moins 30 ans, alors que l'industrie du porc est en crise, l'industrie du boeuf est en crise et une partie de l'industrie de la pomme de terre connaît de sérieux problèmes... Notre endettement est quatre fois et demi plus élevé que celui des États-Unis. Dans le secteur agricole, la dette a augmenté de 9 milliards de dollars depuis l'arrivée de ce parti au pouvoir. Or, ce budget ne prévoit aucun nouvel apport d'argent en agriculture, pas un sou. C'est la première fois que nous voyons cela, messieurs, en 30 ans.

Alors laissez tomber votre publicité pour le ministre.

J'ai quelques questions. Jurgen, je crois que vous avez dit tout à l'heure qu'environ 25 p. 100 du porc consommé au Canada provenait des États-Unis. Ce chiffre est-il constant? Est-il à la hausse? A-t-il diminué depuis l'automne dernier? Quels sont les chiffres les plus récents dont nous disposons?

Je sais que dans ma région, il est parfois difficile d'acheter du porc canadien au supermarché. Je suis allé dans la chambre froide et j'ai vu qu'il était estampillé « USDA ».

M. Jurgen Preugschas: Merci, Wayne.

Vous savez, c'est vraiment troublant... Je n'ai pas de chiffres à jour, mais je sais que la tendance des importations est à la hausse, et c'est troublant.

L'autre chose, c'est que les États-Unis, dans leurs pourparlers avec l'organisation commerciale américaine, ont ciblé le Canada comme étant un marché lucratif où ils pourraient introduire encore plus de produits. Nous sommes inquiets, évidemment.

L'hon. Wayne Easter: Nous pouvons peut-être en parler davantage à un autre moment.

Curtiss, vous avez dit dans votre déclaration que vous aviez espéré que 75 p. 100 des producteurs profitent du Programme de réserve pour pertes sur prêt. Je crois que c'est ce que vous avez dit.

● (1710)

M. Curtiss Littlejohn: C'est exact.

L'hon. Wayne Easter: Or, seulement 3 p. 100 des producteurs profitent du programme. Pourquoi?

M. Curtiss Littlejohn: La participation au programme découle en grande partie, comme Stephen l'a dit précédemment, je crois, de l'attitude que les banques ont prise.

Prenons, par exemple, la banque à charte avec laquelle je fais affaire. Lorsque nous nous sommes adressés à elle et que nous avons voulu présenter une demande, elle nous a dit, très bien, vous êtes tout à fait en droit de le faire, mais vous devez d'abord vous soumettre à certaines conditions. Premièrement, vous devez demander à votre comptable de dresser un plan d'affaires.

Eh bien, les comptables font du bon travail quand il s'agit de trouver des façons de ne pas verser d'impôt au gouvernement, mais ce n'est pas le cas lorsqu'il s'agit de plans d'affaires. Et dans mon cas, cela m'a valu une facture de 3 000 \$.

Deuxièmement, il fallait prouver, nous a-t-on dit, que l'entreprise serait viable pour les deux prochaines années.

J'ai demandé ce que cela signifiait. On m'a répondu que je devais prouver que j'allais faire de l'argent.

Or, en novembre dernier, c'était une chose plutôt difficile à prouver.

Troisièmement, on m'a dit, soit dit en passant, si vous obtenez ce prêt, nous allons immédiatement vous considérer comme un emprunteur à risques spéciaux, parce que vous contractez un prêt à risque élevé.

L'hon. Wayne Easter: Cela signifie que vous êtes assujetti à un taux d'intérêt plus élevé?

M. Curtiss Littlejohn: Vous serez assujetti à un taux d'intérêt plus élevé, mais aussi à un traitement bien différent. Si vous faites un chèque, mais que votre paie n'est pas déposée à la banque, il n'y a pas de clémence. Les jeux sont faits. Vous ne pouvez pas téléphoner au directeur de la banque pour lui dire que le dépôt électronique n'a pas été effectué la nuit dernière, mais qu'il le sera ce matin.

Désolé; le chèque bondit, parce que les fonds sont insuffisants. Cette situation implique beaucoup plus de dépenses. Et c'est ce que nous avons entendu partout.

Je suis allé dans une banque à charte et je me suis entretenu avec l'agronome, celui qui aide à préparer la demande. Je lui ai demandé ce qu'il fallait faire pour qu'une demande soit approuvée. Il m'a répondu que si mes créanciers actuels acceptaient de prendre 40 ¢ sur un dollar, il m'aiderait à dresser un plan d'affaires. Nous ferions une demande dans le cadre du PRPIP, et j'aurais 30 p. 100 de chance d'obtenir un prêt. Il m'a dit que cette banque ne prêtait tout simplement pas d'argent à l'industrie du porc. Et je crois que tous ces gens ici pourraient vous raconter la même histoire.

Malheureusement, le secteur bancaire ne considère pas que l'industrie du porc est viable et qu'il peut y injecter de l'argent. Pourtant, il y a à peine cinq ans, Financement agricole Canada prêtait entre 100 et 105 p. 100 de la valeur d'une nouvelle porcherie pour attirer les gens dans ce secteur.

L'hon. Wayne Easter: Que fait Financement agricole Canada dans tout cela?

M. Curtiss Littlejohn: Financement agricole Canada fait ce que font les bonnes banques. L'organisme fait preuve de diligence raisonnable. Je ne sais pas si c'est une bonne chose ou non.

Financement agricole Canada nous a dit que nous étions trop endettés. J'ai brandi la lettre que j'avais reçue deux ans et demi auparavant dans laquelle cet organisme disait être ravi de me donner l'argent qui allait me placer dans cette situation d'endettement. Je leur ai dit « messieurs, je ne comprends pas ce que vous me dites ici ».

Au bout du compte, vous devez composer avec cela. Si je devais vous proposer une mesure à prendre à l'égard de Financement agricole Canada — et je vais le répéter —, ce serait de divulguer les renseignements qui sont du domaine public. Ces listes de comparables dont les agriculteurs ont besoin pour évaluer leurs fermes lorsqu'ils s'adressent à d'autres prêteurs sont des renseignements publics. Elles se trouvent au bureau d'enregistrement. On ne demande pas à l'organisme de divulguer des données confidentielles ou de révéler des travaux qu'il a faits. Obtenez simplement ces données. À mon avis, tout ce qu'il faut, c'est un appel du ministre lui disant de divulguer ces renseignements publics à ceux qui en font la demande.

Le président: Merci, monsieur Littlejohn.

Monsieur Lemieux, vous avez les cinq dernières minutes.

M. Pierre Lemieux: Merci beaucoup, monsieur le président.

À l'instar de mes collègues, je vous remercie de votre présence.

Vous savez quoi? Vous nous avez présenté d'excellents témoignages. Ils ont été très cohérents, ce que j'aime bien. Autrement dit, votre message est le même, bien que vous représentiez à la fois des producteurs indépendants et différents organismes. Je tiens à dire simplement que vos témoignages sont très utiles, parce qu'ils montrent que le secteur travaille de façon concertée pour trouver des solutions.

Je ne suis toutefois pas d'accord avec M. Easter lorsqu'il fait ses reproches virulents. Comme vous le savez, puisque vous le vivez sur le terrain, il n'y a rien de scientifique ici. On parlerait plutôt d'un art, parce que les gens ne peuvent prédire l'avenir. Je crois que tout le monde a essayé de mettre en place un programme, ou plutôt une série de programmes, qui sera utile à l'industrie du porc. Certains ont donné de très bons résultats.

Nous avons parlé du PPA et de son utilité. Vous avez parlé des limites et d'une autre prolongation qui sera probablement nécessaire, et j'en prends note.

Un de mes collègues a mentionné l'ouverture des marchés étrangers. Un travail extraordinaire a été fait dans ce dossier. L'installation du secrétariat est un autre bel exemple.

Il y a aussi ces programmes dont nous parlons. Certains ont mieux fonctionné que d'autres.

Par exemple, en ce qui a trait aux institutions bancaires, je dirai simplement que je suis très déçu par la façon dont les banques ont réagi. Vous savez, monsieur Littlejohn, si j'étais banquier, je ne voudrais pas vous avoir en face de moi. Vous semblez très bien préparé et vous avez toute votre information à portée de main.

Nous avons essayé de prendre des mesures pour encourager les banques à accorder ces prêts. Nous avons mis un filet de sécurité de 80 p. 100, que nous avons ensuite relevé à 90 p. 100, du moins sur le PPA, pour réduire les risques que courent les banques. Tout le monde reconnaîtra, je crois, que nous ne pouvons pas dire aux banques à quel moment elles doivent accorder ou refuser un prêt. Toutefois, nous pouvons certainement mettre en place des outils, pour ainsi

dire, qui permettraient de réduire les risques pour les banques et les aider ainsi à prendre des décisions.

Ce serait évidemment utile que le taux de participation soit plus élevé que 3 p. 100. Personne ne conteste cela, et c'est là où certains ajustements doivent être apportés à ces programmes. C'est facile parfois pour l'opposition de lancer une flèche et de dire que les choses auraient dû être parfaites dès le début. Or, je crois que nous avons tous fondé de grands espoirs dès le départ, parce que nous avons tous concerté nos efforts pour mettre ce programme en place.

Je voulais revenir sur une question. Je crois que M. Hoback a demandé à M. Moffett s'il voyait une lumière au bout du tunnel. La réponse était oui. Je voulais simplement obtenir un peu plus d'information à ce sujet. Selon vous, quelle est la longueur de ce tunnel, par exemple? Avez-vous quelque indication qui vous permettrait de voir à quel moment la situation s'améliorera et de dire que la reprise est plus proche qu'elle ne l'était? Quels sont les indicateurs précis que vous guettez?

Je pose la question à quiconque aimerait y répondre. J'aimerais savoir à quel moment l'industrie croit que la reprise interviendra?

• (1715)

M. Stephen Moffett: Eh bien, je dirais que le Conseil canadien du porc n'a pas de position officielle pour dire à quel moment les prix prendront une autre tangence.

M. Pierre Lemieux: Oui, je comprends, tout à fait.

M. Stephen Moffett: Toutefois, je vais vous dire ce que je pense. Depuis le mois d'août et l'automne dernier, comme Curtiss l'a mentionné, les prix ont été très bas. Le prix de gros du porc aux États-Unis était de 45 à 50 ¢, et il est maintenant de 75 ¢. Depuis août dernier, il y a donc eu une augmentation incroyable, au plus fort de la crise du H1N1.

Si nous regardons les contrats à terme, ce qui est probablement l'une des meilleures façons de prédire les prix — ce n'est certainement pas précis, mais c'est ce que nous utilisons — nous prévoyons de meilleurs prix cet été. Les producteurs feraient probablement un léger profit cet été, selon ce que les marchés à terme nous disent actuellement.

Au-delà de cela, les marchés à terme prévoient des prix plus bas encore une fois l'hiver prochain, et de bons prix l'été suivant, et c'est un cycle assez typique. Nous avons traversé trois années difficiles et nous pourrions nous attendre à ce que les deux prochaines années soient bonnes.

Je dirais donc que 2010 pourrait être une année passable et que 2011 sera, espérons-le, une bonne année pour les producteurs de porc. Le grand pari sera, évidemment, le dollar canadien. La question a été posée tout à l'heure. De plus en plus de gens parlent de la parité du dollar ou même d'un dollar encore plus fort. À très très long terme, la valeur du dollar importe peu, parce que l'économie s'ajuste. Notre problème, c'est qu'un dollar à la hausse nous fait perdre notre compétitivité. L'industrie de Jim n'est plus compétitive, et la nôtre non plus. Une partie de nos intrants vont s'ajuster automatiquement, comme le prix des grains, mais les coûts de la main-d'oeuvre et la plupart des coûts courants ne s'ajustent pas automatiquement. Ils le font à long terme, mais tant que le dollar est à la hausse, la situation est difficile pour nous.

Le dollar vaut actuellement 98 ¢. S'il pouvait osciller entre 90 et 95 ¢ et rester à ce niveau, je crois que nous serions en assez bonne posture au cours des deux ou trois prochaines années. Si le dollar continue de grimper, notre situation sera difficile.

Mais je n'ai pas répondu exactement à votre question, parce que je n'ai pas de réponse.

M. Pierre Lemieux: C'est très bien. Je voulais simplement vos impressions, et non une réponse exacte, parce qu'il y a peu de choses sur lesquelles on peut se prononcer de façon certaine à l'heure actuelle. Alors j'apprécie votre commentaire.

Je vous remercie.

Le président: Merci, monsieur Lemieux.

C'est bon d'entendre cela — nous connaissons les enjeux ici — et c'est bon de voir une petite lumière au bout du tunnel, comme vous le dites, monsieur Moffet. Tout le monde ici espère que les prix vont s'améliorer au cours des prochaines années, j'en suis certain. Alors voilà une bonne chose.

Le comité, comme je l'ai dit tout à l'heure, a certaines affaires à terminer, mais j'aimerais vous remercier tous d'avoir fait le voyage jusqu'ici. Comme M. Lemieux l'a dit, nous avons entendu un message passablement cohérent. Merci beaucoup. Je crois que vos témoignages étaient très bons. Merci encore une fois.

Nous allons vous parler dans une minute, mais je dois m'entretenir avec les membres du comité.

Dans quelques minutes, nous aurons le rapport du sous-comité. Le sous-comité s'est réuni ce matin, et nous avons apporté seulement une petite modification au rapport. J'ai eu la chance de parler aux membres qui étaient là ce matin. Je crois que la greffière est en train de distribuer le rapport. Les dates que nous avons proposées

posaient problème au ministre et au personnel du ministère. Ils peuvent tous nous rencontrer ce mercredi.

Alors si nous pouvions prendre ce rapport, nous pouvons jouer avec les dates pour effectuer tous nos travaux. Il s'agit simplement de modifier certaines dates. Si vous le permettez, la greffière et moi allons le faire, et rien de ce qui a été approuvé par le sous-comité ce matin ne sera éliminé. Il faudra simplement gérer notre temps un peu mieux.

D'accord?

Alors j'aimerais recevoir une motion pour que le rapport du sous-comité soit adopté avec cette modification, si possible.

La motion est proposée par André.

Des commentaires?

Tout le monde est en faveur?

(La motion est adoptée.)

Le président: Oui, Wayne.

● (1720)

L'hon. Wayne Easter: Le ministre sera donc ici mercredi pour parler du budget des dépenses?

Le président: Oui, ainsi que le personnel du ministère et des représentants de l'ACIA, je présume.

L'hon. Wayne Easter: Sera-t-il ici pendant deux heures?

Le président: La demande a été envoyée.

L'hon. Wayne Easter: Pour deux heures.

The Chair: Oui. C'est ce qui a été demandé.

Je vous remercie.

La séance est levée.

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5*

*If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5*

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>